Vol 17 # 46 • Du 15 au 21 Mai 2024

Haiti 20 gdes/ USA $1.50/ France 2 euros/ Canada $2.00

HAÏTI LIBERTÉ

JUSTICE • VÉRITÉ • INDÉPENDANCE

1583 Albany Ave, Brooklyn, NY 11210 Tel: 718-421-0162

Email: editor@haitiliberte.com Web: www.haitiliberte.com

GUERRE DES CLANS AU CPT



Voir page 3

Depuis l'installation du Conseil présidentiel de Transition (CPT), le fossé se creuse entre les conseillers, les combats ne cessent d'éclater au sein de la classe politique qui continue à se déchirer l'un l'autre pour le pouvoir.

ABINADER SE COMPARE AU DICTATEUR DE DROITE BALAGUER



Voir page 4

Abinader a déclaré qu'il partageait avec Balaguer l'idée selon laquelle « il n'y a pas de solution dominicaine au problème haïtien »



10 me : Komemorasyon jou lèsklavaj kaba

Page 6

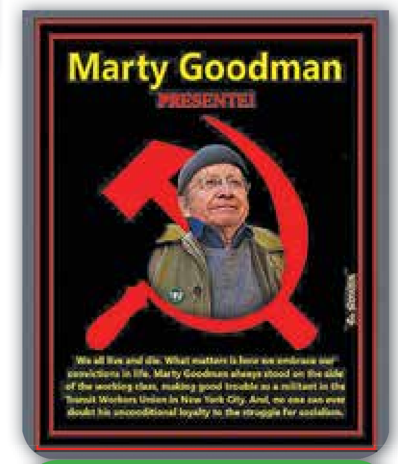
USAID-Linked Collaborators Eye Diaspora's Remittances for Taxation and Redirection

Page 9



Haïti : quelle alternative en 2024?

Page 7



En souvenir de Marty Goodman : combattant de la classe ouvrière et socialiste révolutionnaire !

Page 10-11



Faire de l'Argentine la nouvelle Rome du XXI ème siècle

Page 17



1583 Albany Ave
Brooklyn, NY 11210
Tel: 718-421-0162
Fax: 718-421-3471

3, 2ème Impasse Lavaud
Port-au-Prince, Haiti

Email :
editor@haitiliberte.com

Website :
www.haitiliberte.com

DIRECTEUR
Berthony Dupont

RÉDACTEUR EN CHEF
Victoria T. H. Sylvain

RÉDACTION
Berthony Dupont
Wiener Kerns Fleurimond
Kim Ives
Guy Roumer

CORRESPONDANTS EN HAITI
Daniel Tercier
Bissainthe Anneseau

COLLABORATEURS
Marie-Célie Agnant
J. Fatal Piard
Catherine Charlemagne
Pierre L. Florestal
Yves Camille
Jacques Elie Leblanc
Claudel C. Loiseau
Henriot Dorcent
Dr. Antoine Fritz Pierre
Eddy Toussaint
Edmond Bertin
Robert Garoute
Jacques Nési
Ed Rainer
Elysée Luckner Vil

ADMINISTRATION
Marie Laurette Numa
Didier Leblanc

DISTRIBUTION: MIAMI
Pierre Baptiste
(786) 262-4457

COMPOSITION ET ARTS GRAPHIQUES
Mevlana Media Solutions Inc.
computertrusting@gmail.com

Une reprise en main pour que rien ne change !

Par Berthony Dupont

Ce n'est nullement l'intention de l'hebdomadaire *Haïti liberté* de se présenter comme un oiseau de mauvais augure ni d'être une porteuse de mauvaises nouvelles, pendant que d'autres se réjouissent dans l'allégresse, applaudissant même l'arrivée du sauveur suprême, suite au débarquement d'armements militaires américains à l'aéroport international pour préparer le déploiement des forces occupantes de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS).

Le journal, cependant, a une certaine responsabilité morale et politique à défendre, et qui fait même partie de son étendard : Justice, Vérité, Indépendance. Il faut avoir du courage, non seulement pour chercher la vérité mais aussi la propager. En aucune circonstance, *Haïti Liberté* ne saurait cacher une quelconque vérité, même quand celle-ci blesse et fait mal à certains.

D'ailleurs, nous ne possédons pas une boule de cristal pour découvrir comme un devin ce qui va se passer dans l'avenir; mais vu notre expérience et grâce à notre capacité d'analyse basée sur la lutte de classe, nos points de vue sur la conjoncture politique haïtienne se sont révélés en maintes fois corrects et justes.

N'en déplaise à ceux qui se laissent émerveillés par les bruits ronflants des moteurs des avions américains remplissant leurs têtes d'espoir que la population va retrouver son sourire d'antan. Il faut constater que la bourgeoisie se sent aujourd'hui plus fière et plus forte que jamais puisque la majorité de ces laquais occupent le pouvoir exécutif. Il suffit de parcourir la presse capitaliste et jeter un coup d'œil sur les réseaux sociaux ces dernières semaines pour découvrir une série d'extraits éloquents montrant à quel point leurs visions sont totalement basées sur des prémisses erronées. Leur désir de voir le règne américano-impérialiste se perpétuer au lieu d'être diminué illustre qu'ils sont pour la plupart des médiocres objectivement au service de leurs maîtres-patrons.

L'histoire nous montre une fois de plus « *qu'il ne faut pas juger les politiciens haïtiens à travers leur discours, mais à l'aune de leurs actions* » Désormais, nombreux d'entre eux se perdent dans des pratiques qui sont contraires à leurs premières paroles. C'est malheureux de voir que ces groupes : Accord du 21 Décembre, Accord Montana, Fanmi Lavalas, Pitit Dessalines, Collectif du 30 Janvier, PHTK, EDE/RED se sont unis pour partager le gâteau du pays. L'adoption d'un tel amalgame de front unique implique que ces organisations renoncent à leur autonomie, leur programme et leur action pour ne servir que la cause impérialiste.

En ce qui concerne les Etats-Unis d'Amérique, s'ils continuent de soutenir des dirigeants totalement discrédités et le développement d'une crise sans précédent en Haïti, c'est pour combattre la majorité de la population réclamant un changement radical tant dans la forme du gouvernement que dans le contenu de la politique vis-à-vis de la société. En réalité, ils évoquent le prétexte des gangs pour endosser la responsabilité du malaise engendré par le système de prédation. La promotion de cette nouvelle occupation est pour masquer le complot qu'ils ont d'abord tramé et dirigé ensuite contre le mouvement de masse de façon à éterniser la catastrophe socio-politique dans laquelle la population est plongée.

Le déploiement militaire annoncé, à l'instar de tous les autres antérieurement ne va rien bouleverser, voire changer la vision et le comportement de l'impérialisme en Haïti.

Il faut tirer les leçons de la Minustah (Mission des Nations-Unies pour la Stabilité en Haïti) qui a bel et bien accompli sa fonction. Elle avait pour principal objectif de réaliser toutes les transformations imaginées dans une logique néolibérale permettant d'éliminer toute possibilité de fierté, de dignité et de souveraineté nationale d'Haïti. Cette énième mission va obéir à la même logique et va complémenter à la lettre le gigantesque plan d'agression perpétuelle pour mieux nous asservir. Il était devenu impératif de trouver un moyen qui détournerait les masses des problèmes réels. Ces nouvelles acrobaties ne peuvent que cacher la démagogie des classes dirigeantes et de la bourgeoisie qui avaient placé tous leurs espoirs et en continuant avec le même dessein de miser sur le système capitaliste sous le fallacieux prétexte de réformer le pays.

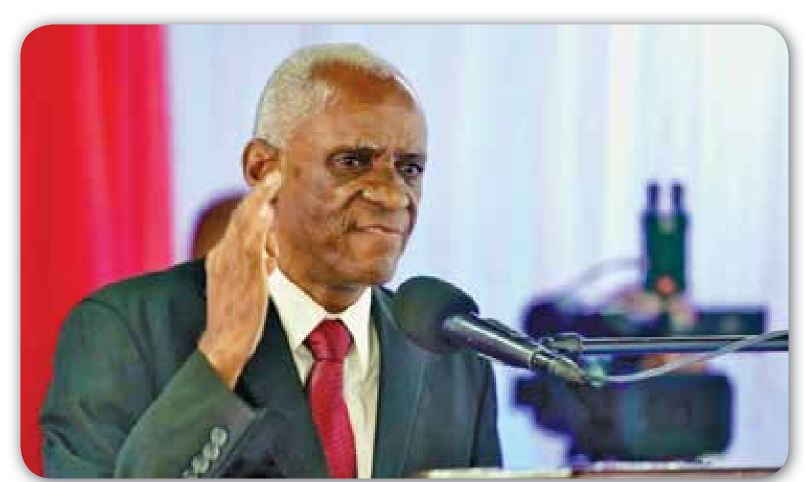
La question maintenant est de savoir si nous avons affaire à un processus de changement radical ou de caractère superficiel. Nous connaissons la réponse. Jamais l'impérialisme ne porterait dans son sein un changement qui soit dans l'intérêt des masses ouvrières. Ce serait naïf de croire que l'impérialisme pouvait être catalyseur de changement dans un pays qu'il contrôle politiquement. Au contraire, son but partout est la poursuite de la désorganisation des peuples en produisant le chaos. Dans le cas d'Haïti, le rôle de l'impérialisme de tout temps a été et restera : la déstabilisation à outrance. L'on est dans la continuité. Le statu quo ! Et ce n'est pas par hasard, que le programme indispensable du CPT (Conseil Présidentiel de Transition) est d'organiser des élections, car le vrai motif est de régénérer les mécanismes de reproduction du système de prédation. Evidemment, une telle démarche ne rime guère avec une amélioration des conditions de vie des masses populaires.

Dans la crise actuelle, l'impérialisme a tout bonnement changé de tactiques. Une chose est certaine, on ne peut pas dire qu'il est l'ennemi principal d'un courant et l'ami privilégié d'un autre, puisqu'il a mis tous ces crabes de la politique politicienne haïtienne dans un même sac pour les avilir en tant que fossoyeurs. A la seule différence, tout de même, il ne fait que présenter la marchandise sous un nouvel emballage. Il a sacrifié l'accessoire tout en préservant l'essentiel puisqu'il continue sans faille de dominer la classe politique haïtienne. Certes, les modalités ont changé, mais au fond toutes les bases structurelles fondamentales de domination demeurent intactes.

C'est aux masses conscientes et conséquentes, particulièrement, celles qui luttent pour déjouer toutes les manœuvres des forces impérialistes de comprendre que cette classe politique, cette élite qui gesticulent à vide, résignées et cyniques après avoir servi la cause impériale, elles ne doivent pas les réhabiliter. Ces individus ne sont que des complices authentiques, des valets locaux, réactionnaires issus de partis politiques et d'organisations sociales à rejeter, à brûler comme des ingrédients toxiques nuisibles à la santé et au progrès du pays. Qu'on ne s'y trompe pas, rien ne va changer en Haïti avec cette nouvelle alliance impérialiste autour des Etats-Unis d'Amérique avec sa MMAS. La nature de l'impérialisme est invariable. A moins que le peuple par une lutte constante le force, l'exige et l'impose ce grand changement fondamental.

Ce sera par l'action permanente des masses organisées, dressées contre le néo-colonialisme, l'occupation, l'exploitation et le pillage dont est victime le pays que se fera la Révolution pour le changement réel et véritable dont rêve le peuple haïtien.

Guerre des clans au CPT



Edgard Leblanc Fils préside le Conseil de transition (de mai à octobre 2024)



Leslie Voltaire (de mars 2025 à août 2025)



Louis Gerald Gilles (du mois d'août 2025 à février 2026)



Smith Augustin (d'octobre 2024 à mars 2025)

Par Isabelle L. Papillon

Installé le 26 avril 2024 dernier au Palais National, le Conseil Présidentiel de Transition (CPT) a procédé au choix le mardi 30 avril à la Primature via une majorité de 4 sur 7, de l'ancien sénateur Edgard Leblanc Fils pour être le président de ce Collège. Cet appareil d'Etat mis en selle par les Etats-Unis d'Amérique sous l'ombrelle de la Communauté des Caraïbes (CARICOM), vient d'effectuer de grands changements en son sein.

En effet, après des discussions orageuses orchestrées à la suite de la nomination d'Edgard Leblanc Fils, comme président, et du Premier ministre Fritz Bélizaire, le représentant de Fanmi Lavalas, Accord Montana et le secteur privé des Affaires se sont opposés au « Bloc Majoritaire indissoluble » composé de Pitit Desalin, Red/Ren, Accord 21 décembre et le Collectif du 30 janvier, jusqu'à les forcer à changer la donne.

La Communauté des Caraïbes (CARICOM), en tant qu'arbitre ou intermédiaire a été obligée d'intervenir pour calmer les tensions et mettre un peu d'ordre dans le désordre en cours. Finalement, les membres du Conseil présidentiel de transition se sont mis d'accord pour adopter un autre procédé différent de celui signé le 3 Avril 2024 pour parvenir à nommer soit un président ou un Premier ministre du Conseil.

Une autre résolution a finalement été prise entre les collègues conseillers. Il s'agit d'une présidence tournante et d'une majorité décisionnelle de 5/7 des conseillers remplaçant la majorité absolue de 4 voix sur 7.

Dans cette résolution du Conseil présidentiel on pouvait lire que *« Le souci d'œuvrer en priorité dans l'intérêt général et pour le bien-être de la population haïtienne conduit les Conseillers à faire montre en toutes circonstances d'humilité, d'esprit d'ouverture, d'abnégation, de sens de responsabilité et aussi de pragmatisme dans les prises de décisions. Ainsi, compte tenu de la crise déclenchée au sein du Conseil, le 30 avril 2024, et pour éviter tout dysfonctionnement du Conseil, il a été décidé par tous les membres du Conseil Présidentiel de Transition signataires de la présente résolution » que* désormais, les choix du Premier ministre, des membres du gouvernement, des membres du CEP, des Directeurs généraux, des dirigeants des institutions indépendantes, des Ambassadeurs et des Consuls généraux, des Conseils d'administration des organismes autonomes, des collectivités territoriales, des commandants des forces publiques, seront soumis au nouveau protocole d'Accord.

A ce stade, les quatre candidats à la présidence du Conseil auront chacun leur part du gâteau présidentiel de la transition. Ils prendront le pouvoir par tranches de cinq mois, respectivement, jusqu'à la tenue des élections générales. Ainsi, la première tranche est accordée à Edgard Leblanc Fils (de mai à octobre 2024), elle sera suivie par Smith Augustin (d'octobre 2024 à mars 2025), puis Leslie Voltaire (de mars 2025 à août 2025) et enfin Louis Gerald Gilles (août 2025 à février 2026). Et depuis le mardi 7 mai qui marque le début de la présidente tournante, Edgar Leblanc fonctionne officiellement en tant que premier président du Conseil Présidentiel de Transition.

Comme la désignation du Premier ministre Fritz Bélizaire n'a pas été retenue, il est justement considéré en tant que l'un des candidats à ce poste. Et justement dans la soirée du samedi 11 mai 2024, le bureau du Conseil Présidentiel de Transition (CPT) haïtien a annoncé le lancement officiel du processus de candidature pour la nomination du Premier ministre pour diriger le gouvernement. Les candidats sont invités à soumettre leurs dossiers sous pli cacheté à la Villa d'Accueil, située à Musseau, à Port-au-Prince du 13 au 17 mai 2024. Cela signifie que le Conseil n'a pas présentement un premier ministre.

Par ailleurs, l'absence du président du groupe Montana en la personne de Fritz Alphonse Jean qui s'est désisté et a été remplacé par l'ex-ambassadeur d'Haïti en République dominicaine Smith Augustin en dit long. Beaucoup de gens se demandent, quelles sont les raisons de ce désistement spectaculaire ? Est-ce vraiment pour éviter pas que le nombre de présidents passe à 5 au sein du Conseil?

De toute façon, tout n'est pas entré dans l'ordre au sein de cette entreprise politique, puisque le Collectif du 30 Janvier composé des partis GREH, LAPEH, MOPOD, OPL, PITIT DESALIN, PHTK, UNIR dans un communiqué vient de souligner dans une lettre adressée au coordonnateur du CPT en date du lundi 13 mai 2024, qu'il s'oppose énergiquement à la résolution signée par les membres du CPT instaurant une présidence tournante autour de quatre conseillers et de faire passer la majorité décisionnelle de 4 voix sur 7 à 5/7.

Selon les signataires du Collectif en l'occurrence Clarens Renois, Himmler Rébu, Anacacis Jean Hector, Jean André Victor, Liné Balthazar *« Le statut juridique d'Organe de l'Etat conféré au Conseil Présidentiel de Transition par le décret du 12 avril 2024 Moniteur Spécial No 14, ne peut être remis en cause par une résolution, un acte qui en essence n'a aucun caractère contraignant »*

Depuis que cette étape a été franchie, le fossé se creuse entre les conseillers, les combats ne cessent d'éclater au sein de la classe politique qui continue à se déchirer l'un l'autre pour le pouvoir sans pour autant mettre en question le metteur en scène de cette opération qui semble avancer de façon mal orchestrée et mal tournée.

Les Etats-Unis pour sa part ne sont pas trop préoccupés par les intrigues internes, par cette guerre des clans au sein du Conseil. Il suffit pour eux, que les neufs larrons placés à la présidence pour diriger l'Etat haïtien respectent la feuille de route qui leur a été adressée, c'est-à dire les règlements du patron américain à ses serviteurs politiques de sorte que le pays reste tel quel avec la maison en flammes et le tissu national déchiré pour nous enfoncer davantage dans l'abime.

Abinader se compare au dictateur de droite Balaguer



Le président dominicain Luis Abinader



De gauche à droite le leader social-démocrate José Francisco Peña Gómez, le dictateur Joaquín Balaguer et Juan Bosch



Le président Luis Abinader s'est comparé au dictateur Joaquín Balaguer.

Par la voix des travailleurs

Vendredi 10 mai, lors d'un événement politique coïncidant avec le 26e anniversaire de la mort du leader social-démocrate José Francisco Peña Gómez, le président Luis Abinader s'est comparé au dictateur Joaquín Balaguer. Abinader a ainsi donné raison à quelqu'un qui, en plus d'être un opérateur politique de l'impérialisme yankee et un président fantoche pendant la tyrannie de Trujillo. Il a également dirigé le pays d'une main de fer entre 1966 et 1978, appliquant une politique d'extermination contre la jeunesse de gauche.

Balaguer a également perpétré de nombreuses fraudes électorales, la dernière d'entre elles remontant à 1996. Abinader a organisé un rassemblement avec les organisations balagueristes d'extrême droite PRSC, PRR, PANR et Convergencia Balaguerista, qui ont annoncé leur soutien électoral à la réélection du président. Abinader a déclaré qu'il partageait avec Balaguer l'idée selon laquelle « *il n'y a pas de solution dominicaine au problème haïtien* », un refrain qu'il répète chaque fois qu'il le peut.

«(Nous) sommes unis par l'amour pour notre pays, et cette défense s'exclame, non seulement depuis la frontière avec les 54 kilomètres de mur que nous avons construits, mais avec l'achèvement des 300 kilomètres qu'il nous reste à construire. Et sans excès, mais avec la défense de la dominicainité », a déclaré le président, dans un discours confus dans lequel il a laissé entendre qu'il entendait désormais clôturer pratiquement toute la frontière et non seulement 190 kilomètres comme prévu initialement.

Le racisme fervent, élément central de la pensée balagueriste, refait surface. Abinader a également déclaré qu'il se sentait "identifié" au dictateur Balaguer en raison de sa prédilection pour la construction d'ouvrages d'infrastructure et en raison de ce qu'il a assuré être ses faibles dépenses de représentation.

Le dictateur Balaguer a affirmé que la corruption s'arrêterait à la porte de son bureau, reconnaissant implicitement qu'il dirigeait un gouvernement corrompu mais que pour faire des affaires, il fallait quitter son bureau. En réalité, elle se caractérise non seulement par une promotion de la corruption « de l'extérieur », mais aussi par un clientélisme brutal. Au cours de l'événement Balaguerista et Abinaderista, des vidéos contenant des déclarations du dictateur ont été projetées, sous les applaudissements du président et de l'assistance Balaguerista, soit quelques dizaines de personnes, selon les informations de la presse.

Abinader a également signé un pacte avec les organisations qui défendent l'héritage de la dictature Balaguerista. *« Je réitère mes remerciements à ces mouvements de sentiments balagueristas qui nous soutiennent. C'est bien que ce qui nous a mis d'accord ne soient pas des discours de campagne ou des promesses politiques, ce sont les faits de quatre années de gouvernement »*, a insisté le président, admettant ainsi ce que dénoncent des organisations de gauche comme le MST, précisément son caractère néo-Trujillo.

Abinader a non seulement poursuivi la politique de dénationalisation raciste du peuple dominicain d'origine haïtienne, le vol des pensions des travailleurs de la canne à sucre, les politiques antidémocratiques de surveillance et de criminalisation de la dissidence comme la nouvelle loi DNI, il a également imposé un état d'exception de facto avec des milliers de raids sans mandat de nature raciste contre les noirs, tant haïtiens que dominicains, et continue de nier le droit de la classe ouvrière d'organiser des syndicats.

Le gouvernement a même pris pour cible les femmes enceintes et les nourrissons dans sa fureur raciste contre la communauté immigrée haïtienne. Les discours qui tentent de justifier ces politiques tentent généralement de présenter la persécution raciste et la haine xénophobe comme de prétendues tentatives de préserver l'identité et la souveraineté dominicaines, ce qui démontre une nette influence balagueriste et trujilliste dans la pensée et l'action du président Abinader.

Avec l'aveu du président Abinader sur son identification au dictateur et idéologue raciste Balaguer, dont les tendances fascistes se reflètent clairement dans des décennies de pratiques politiques antidémocratiques, anti-ouvrières et antipopulaires, et même dans des textes tels que « L'île à l'envers », il y a beaucoup plus en évidence et dans une situation insoutenable le secteur de l'intellectualité progressiste autoproclamée, liée à l'époque à la Marche Verte ou aux manifestations de la Plaza de la Bandera, qui se poursuit aujourd'hui dans des postes élevés du gouvernement dominicain, assumant le porte-parole et représentant d'un gouvernement néobalagueriste et néotrujilliste.

Mouvement socialiste des travailleurs de la République dominicaine 13 Mai 2024



Abinader a laissé entendre qu'il entendait désormais clôturer pratiquement toute la frontière et non seulement 190 kilomètres comme prévu initialement.

AVI DE ODYANS PIBLIK, VOTE POU BIDJÈ AK ELEKSYON DISTRI LEKÒL WESTBURY LAVIL NAN NORTH HEMPSTEAD ak HEMPSTEAD NASSAU COUNTY WESTBURY, NEW YORK

AVI SA A BAY ke, dapre yon rezolisyon nan KOMISYON KONSÈY EDIKASYON NAN DISTRI LEKÒL WESTBURY, VIL NAN HEMPSTEAD AK NORTH HEMPSTEAD, NASSAU COUNTY ETA NEW YORK, adopte, 12 jiyè 2023, yon odyans piblik nan kalifye elektè nan Distri Lekòl Westbury, Nassau County, Westbury, New York ap fèt nan Oditoryòm nan Westbury High School, One Post Road, Old Westbury, New York nan madi 7 mai 2024 a 7:30. PM (tan nòmal) pou yo revize bidjè yo pwopoze a ak pou tranzaksyon an nan biznis tankou otorize pa Lwa Edikasyon nan Eta New York. Nenpòt moun ki rete nan distri lekòl la ka resevwa yon kopi deklarasyon bidjè a, sou demann, apati 25 avril 2024 nan Biwo Administrasyon an, Two Hitchcock Lane, Old Westbury, New York. AK PLIS AVI BAY ke, vòt yo ak eleksyon pa elektè yo ki anrejistre nan Distri Lekòl Westbury, Lavil Hempstead ak North Hempstead, Nassau County, Westbury, New York ap fèt nan zòn eleksyon yo dekri nan paragraf sa yo nan madi, 21 mai 2024 epi vòt la pral ant 6:00 AM ak 9:00 PM (tan nòmal) nan lekòl yo deziyen jan yo mansyone nan paragraf yo pou rezon sa yo:

(a) Pou apwouve oswa dezapwouve bidjè yo pwopoze a (konplete oswa amande) nan depans estime pou ane kap vini la jan yo soumèt pa Komisyon Konsèy Edikasyon Westbury a, nan bi pou otorize prelve yon taks sou pwopriyete a peye taks sou li nan distri lekòl la pou depans yo estime pou ane fiskal la ki pral vini.

(b) Eleksyon de (2) manm nan Komisyon Konsèy Edikasyon an, chak pou yon tèm konplè twa (3) ane kòmanse, 1 jiyè 2024 epi ki tèmine 30 jen 2027. De (2) ofisyèl prezan yo se Michelle A. Wilson ak Pless M. Dickerson.

AK PLIS AVI BAY, yo ka jwenn yon kopi bidjè a oswa deklarasyon an si yon moun k ap viv nan distri lekòl la mande li pandan lè biznis apati 25 avril 2024, eksepte samdi, dimanch oswa konje yo, nan Biwo Administrasyon an, Two Hitchcock. Lane, Old Westbury, New York ak nan chak lekòl nan Distri a pandan 9:00 AM a 3:00 PM (tan nomòl) nan biwo direktè lekòl la nan chak nan lekòl ki anba a ak nan Westbury Memorial Public Library (bibliyotèk piblik la):

Westbury High School, One Post Road, Old Westbury, New York
Westbury Middle School, 455 Rockland Street, Westbury, New York
Drexel Avenue School, 161 Drexel Avenue, Westbury, New York
Powells Lane School, 603 Powells Lane, Westbury, New York
Park Avenue School, 955 Park Avenue, Westbury, New York Dryden Street, School, 545 Dryden Street, Westbury, New York
Westbury Memorial Public Library, 445 Jefferson Street, Westbury, New York
Westbury School District Website – www.westburyschools.org AK PLIS AVI BAY ke, dapre Real Property Tax Law Section 495 (lwa sou taks soupwopriyete), yon rapò egzanpsyon detaye egzanpsyon nan taksasyon pwopriyete reyèl dwe disponib epi ajoute nan nenpòt ki pwovizwa, preliminè oswa bidjè final.

AK PLIS AVI BAY ke, petisyon ki gen omwen vennsenk (25) siyati nan elektè yo ki kalifye kandida nominasyon pou biwo a nan Manm nan Komisyon Konsèy Edikasyon an dwe depoze nan Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY ant 9:00 AM ak 5:00 PM (tan nòmal) pa pita pase lendi 22 avril 2024; petisyon sa yo dwe endike tou non ak adrès chak siyatèr, e dwe endike non ak adrès kandida a.

AK PLIS AVI BAY ke, aplikasyon pou bilten vòt pa korespondans yo ka aplike pou nan Bilding Administrasyon an pandan lè biznis yo lendi jiska vandredi, eksepte jou konje oswa sou sit entènèt UFSD Westbury. Si yo dwe voye bilten vòt la pa lapòs ba elektè yo, Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ou ranpli, pa pita ke 14 mai 2024. Si Biwo Grefye Distri a dwe delivre pèsonèlman elektè a nan bilten vòt la, se Grefye Distri a ki dwe ranpli aplikasyon an pa pita ke lendi 20 mai 2024. Grefye Distri a dwe resevwa bilten vòt pa korespondans pa pita ke 5:00 PM (tan nòmal) nan madi, 21 mai 2024.

Yon lis tout moun ki dwe resevwa bilten vòt absan yo ap disponib nan Biwo Grefye a nan Distri a pandan lè travay lekòl la nan chak nan senk (5) jou yo anvan jou eleksyon an, eksepte dimanch, ak nan samdi, 18 mai 2024 ant 9:00 AM ak l2:00 PM ak nan biwo vòt yo nan jou eleksyon an. Nenpòt ki elektè ki kalifye ki prezan nan biwo vòt la kapab fè objeksyon pou vote bilten vòt la sou rezon ki apwopriye pou fè defi li yo ak rezon ki fè sa nan yon Enspektè Eleksyon anvan fen biwo vòt yo.

AK PLIS AVI BAY, ke, dapre Seksyon 2018-e nan Lwa Edikasyon an, aplikasyon pou bilten vòt pa lapòs bonè yo ka jwenn nan Biwo Grefye Distri a nan Distri Lekòl la, pandan tout jou Distri Lekòl la nan sesyon. Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ki ranpli yo pa pi bonè pase 22 avril 2024 ak anvan 14 mai 2024, si yo dwe voye bilten vòt la pa lapòs bonè bay elektè a. Si yo remèt bilten vòt la pa lapòs bonè pèsonèlman nan Biwo Grefye Distri a, Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon ki ranpli a pa pita pase 20 mai 2024. Yo p ap voye bilten vòt lapòs bonè sòf si yo resevwa li nan Biwo Grefye Distri a nan Distri Lekòl la pa pita pase 5:00 p.m. le 21 mai 2024. Yon lis tout moun yo te bay bilten vòt bonè yo ap disponib nan Biwo Grefye Distri a lè biwo a ouvri nan epi apre le 15 mai 2024 jiska 20 mai 2024, eksepte dimanch, ak samdi mai 18, 2024 ant 9:00 AM ak 12:00 PM, sou randevou davans, epi lis sa a pral afiche tou nan biwo vòt la nan eleksyon manm konsèy edikasyon an. Yon defi pou yon bilten vòt bonè pa ka fèt sou baz ke votè a te dwe aplike pou yon bilten vòt absan.

Distri a te divize zòn eleksyon yo jan sa a:

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 1 konsiste de tout zòn ki sitiye ant lès nan Post Road ak Post Avenue, nan sid ak nan lwès North Hempstead la - Oyster Bay Town Line, nan nò jiska Brush Hollow Road, Union Avenue rive School Street nan Old Country Road ak nan nò Old Country. Road. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan WESTBURY MIDDLE SCHOOL, 455 ROCKLAND STREET, WESTBURY, NEW YORK.

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 2 konsiste de tout zòn ki sitiye nan lwès Post Avenue, Westbury ak Post Road, Old Westbury, lès nan Ellison Avenue ak nan nò Old Country Road. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan DREXEL SCHOOL, 161 DREXEL AVENUE, WESTBURY, NEW YORK.

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 3 konsiste de tout zòn ke yo rele New Cassel, Vil North Hempstead, ki chita lès nan School Street ant Long Island Railroad ak Union Avenue ak Brush Hollow Road; tou sa chita ant Grand Boulevard ak fwontyè a lès nan distri a, nan nò Old Country Road ak nan sid Long Island Railroad la. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan PARK SCHOOL, 955 PARK AVENUE EAST, WESTBURY, NEW YORK.

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 4 konsiste de tout zòn ke yo rele New Cassel, Vil nan North Hempstead, ki chita nan sid Long Island Railroad e nan nò Old Country Road, lès nan School Street ak limite nan nòdès la pa Grand Boulevard. Vòt ak anrejistreman nan distri eleksyon sa a ap fèt nan DRYDEN SCHOOL, 545 DRYDEN STREET, WESTBURY, NEW YORK.

AK PLIS AVI BAY ke Votè ki nan Militè ki pa anrejistre pou vote kounye a ka aplike pou enskri kòm yon elektè ki kalifye nan Distri a lè yo kontakte Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY, pa telefòn 516-874-1828, oswa imèl: districtclerk@westburyschools.org pou resevwa yon aplikasyon pou enskri kòm yon elektè ki kalifye nan Distri a pou Reyinyon Anyèl la 21 mai 2024. Votè ki nan Militè a ka endike preferans yo pou resevwa aplikasyon enskripsyon an pa lapòs, pa faks oswa pa lapòs elektwonik (imèl). Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon pou enskri a pa pi ta pase 5:00 PM nan 25 avril 2024. Rejis elektè yo prepare ak depoze nan biwo grefye distri a dwe enkli non tout elektè militè ki soumèt yon enskripsyon elektè ki valab. Yon elektè militè vle di yon elektè kalifye nan Eta New York ki nan sèvis militè aktyèl e ap, konsa, absan nan Distri a kote li kalifye pou vote nan jou enskripsyon an oswa eleksyon an oswa revoke/mete deyò nan sèvis militè nan 30 jou nan yon eleksyon oswa yon mari oswa madanm, paran, pitit oswa depandan votè nan militè si yon elektè kalifye nan Eta New York ak yon okipan nan distri lekòl la kòm vote nan militè yo, oswa pèsonèl militè k ap viv sou yon lakou militè nan yon distri lekòl nan Eta New York pou yon peryòd 30 jou imedyatman anvan eleksyon an.

AK PLIS AVI BAY ke Votè ki nan Militè ki kalifye pou votè nan Distri a ka jwenn yon aplikasyon pou yon bilten militè lè yo kontakte Grefye Distri a nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY, pa telefòn 516-874-1828, oswa imèl: districtclerk@westburyschools.org. Grefye Distri a dwe resevwa aplikasyon pou yon bilten militè pa pita ke 5:00 PM nan 25 avril 2024. Votè Militè a ka endike preferans yo pou resevwa aplikasyon pou yon bilten militè ak bilten militè a pa lapòs, pa faks oswa imèl. Yo pral voye bilten vòt militè yo pa lapòs oswa distribiye otreman pa pita pase 26 avril 2024. Grefye Distri a dwe resevwa bilten militè yo (1) anvan yo fèmen biwo vòt yo nan jou eleksyon an epi ki montre yon mak anilasyon nan sèvis lapòs Etazini oswa nan sèvis lapòs yon peyi etranje, oswa ki montre yon otorizasyon dat pou yon lòt ajans nan Gouvènman Etazini/ Ameriken oswa (2) pa 5:00 PM nan jou eleksyon an epi siyen epi gen date pa votè militè yo ak yon temwen ladan yo, ak yon dat ki detèmine yo dwe pa pita pase jou a anvan eleksyon an. Yon lis tout moun ki gen bilten militè yo te bay yo ap disponib pou enspeksyon nan elektè yo ki kalifye nan Distri a nan Biwo Grefye Distri a pandan lè biwo a ant 9:00 am a 4:00 pm, tan dominan, jouk jou eleksyon Distri Lekòl la ak Vòt la.

AVI SOU ENSKRIPSYON

AK PLIS AVI BAY ke; enskripsyon pèsonèl votè yo egzije swa dapre Seksyon 2014 Lwa Edikasyon oswa dapre Atik 5 Lwa Eleksyon an (Lwa sou Edikasyon yo). Si yon elektè anrejistre anvan dapre Seksyon 2014 Lwa sou Edikasyon an epi li te vote nan yon Reyinyon Distri Anyèl oswa Espesyal (eleksyon) ki te fèt pandan kat (4) ane kalandriye anvan yo, li kalifye pou vote nan eleksyon sa a; si yon elektè anrejistre epi kalifye pou vote dapre Atik 5 Lwa Eleksyon an, li kalifye tou pou li vote nan eleksyon sa a. Tout lòt moun ki vle vote dwe enskri.

Okipan ki kalifye nan Distri a ap pèmèt yo enskri pou reyinyon distri lekòl yo ak eleksyon nan Biwo Grefye Distri a, ki nan 6 Hitchcock Lane, Old Westbury, NY ant 9:00 AM ak 12:00 PM epi ant 2:00 PM ak 4:00 PM nan mèkredi lè lekòl la louvri kòmanse ak premye jou prezans elèv yo nan mwa septanm nan epi ki fini ak dènye jou prezans elèv yo nan mwa jen, ak ant 9:00 AM a 1:00 PM nan jou biznis regilye pandan mwa jiyè ak out. Dat final la pou enskri pou Reyinyon Anyèl la sou 21 mai 2024 se jedi 16 mai 2024 ant 9:00 am ak 12:00 pm epi ant 2:00 pm ak 4:00 pm.

Komisyon Konsèy Enskripsyon an ap rankontre, avèk Grefye Distri a, nan jedi 16 mai 2024 ant 2:00 PM ak 8:00 PM (tan nòmal) nan bi pou yo enskri tout elektè yo ki kalifye nan Distri a dapre sa a. Seksyon 2014 nan Lwa sou Edikasyon, yo ajoute nenpòt non adisyonèl nan Rejis la yo dwe itilize nan eleksyon an deja mansyone, nan ki tan nenpòt moun ki pral pèmèt li gen non li oswa li mete sou Rejis la, si nan reyinyon Komisyon Konsèy Enskripsyon a yo rekonèt li oswa pwouve nan satisfaksyon Komisyon Konsèy Enskripsyon a pèmèt yo vote nan eleksyon an enskri a prepare, nan kote sa yo:

ZÒN ELEKSYON NIMEWO 1 WESTBURY SCHOOL SCHOOL 455 Rockland Street, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 2 DREXEL AVENUE SCHOOL 161 Drexel Avenue, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 3 PARK AVENUE SCHOOL 955 Park Avenue, Westbury, New York
ZÒN ELEKSYON NIMEWO 4 DRYDEN STREET SCHOOL
545 Dryden Street, Westbury, New York

Touswit apre yo finn enskri a, yo dwe depoze li nan Biwo Grefye Distri a, kote nenpòt elektè ki kalifye pou Distri a dwe enspekte li ant 9:00 AM ak 3:00 PM (tan nòmal) sou chak nan senk (5) jou yo anvan jou a etabli pou Reyinyon Anyèl eksepte dimanch ak samdi, 18 mai 2024 ant 9:00 AM ak 12:00 PM ak nan biwo vòt la(yo) nan jou eleksyon an.

AK PLIS AVI BAY ke, dapre Seksyon 2014 Lwa Edikasyon Eta New York, Komisyon Enskripsyon an ak Grefye Distri a pral rankontre nan WESTBURY MIDDLE SCHOOL, 455 Rockland Street, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 1 jan sa eksplike deja) ak DREXEL AVENUE SCHOOL, 161 Drexel Avenue, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 2 jan sa eksplike deja) ak PARK AVENUE SCHOOL, 955 Park Avenue, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 3 jan sa eksplike deja) ak DRYDEN STREET SCHOOL, 545 Dryden Street, Westbury, New York (pou Zòn Eleksyon No. 4 jan sa eksplike deja) sou 16 mai 2024 ant 2:00 PM ak 8:00 PM (tan nòmal) nan bi pou yo prepare ENSKRI Distri Lekòl la pou reyinyon yo ak eleksyon ki te fèt apre Reyinyon Anyèl la ki te fèt nan 21 mai 2024.

AK PLIS AVI BAY ke, dapre yon règ adopte pa Komisyon Konsèy Edikasyon an dapre Seksyon 2035 ak 2008 nan Lwa sou Edikasyon nan Eta New York, nenpòt referandann oswa pwopozisyon yo pou amande/chanje bidjè a oswa otreman yo dwe soumèt pou vote nan eleksyon sa yo, ki pa lalwa egzije yo dwe enkli nan avi legal la pou vòt la, yo dwe depoze nan Komisyon Konsèy Edikasyon an nan Bilding Administrasyon, Two Hitchcock Lane, Old Westbury, New York sou oswa avan 22 avril 2024 a 5:00 pm (tan nòmal), yo dwe tape oswa enprime nan lang angle, yo dwe dirije nan Biwo Grefye Distri a, yo dwe siyen pa omwen vennsenk (25) elektè kalifye nan Distri a; e dwe mete non chak moun ki siyen. Nenpòt pwopozisyon kapab refize pa Komisyon Konsèy Edikasyon an si bi pou pwopozisyon se pa nan pouvwa votè yo, oswa ki kote depans la nan lajan an egzije nan pwopozisyon, si pwopozisyon a echwe epi pa enkli ladan espesifik afektasyon ki nesesè.

KALIFIKASYON POU VOTE NAN NENPÒT REYINYON NAN DISTRI LEKÒL LA
A. Yon moun dwe sitwayen Etazini.
B. Dizwit an oswa plis.
C. Dwe ap viv nan distri a pou yon peryòd trant jou oswa plis pou eleksyon kap vini an kote li pral vote.
D. Dwe anrejistre pou vote nan Nassau County oswa nan Eleksyon Lekòl yo.

Beverley Cathnott Grefye Distri a Komisyon Konsèy Edikasyon
Westbury Union Free School District
Towns of Hempstead and North Hempstead
County of Nassau
Westbury, New York

10 me : Komemorasyon jou lèsklavaj kaba



10 me komemorasyon fen lesklavaj

J. Fatal Piard

Mèt èsklav la lib pou l matirize
l jan l vle
Depi l pa ba l Bwa Kale pou l fin touye l

Ekzòd 21 : 20-21

Jou ki te 10 me a se dat Lafrans fete memwa tout moun sistèm kapitalis sovaj kriminèl san zantray la te kankannen nan flanm dife lanfè lèsklavaj. Pami peyi kolonn kolon san zantray sistèm kapitalis mondyal la Lafrans se nimewo #1 nan sa k kankannen piplis nwa nan operasyon Bwa Kale Lèsklavaj (BKL). Dapre otorite radòte san memwa yo Lafrans se ta premye peyi ki ta premye kaba krim yo rele Bwa Kale Lèsklavaj (BKL) la. Manti kou chen.

Lafrans pa premye peyi tou k ta resi dakò lesklavaj bay baryè lib pou fè pi gwo krim kont moun menm jan ak lagè, masak, jenosid ak tout lòt kalte ekzaksyon moun san zantray bay tèt yo dwa fè sou lòt moun ki san defans pou ka dechèpiye yo. Se jis lane 1848 nan peyi Senegal yo te kaba lèsklavaj Men anvan sa, se depi nan lane 1847 peyi Dànmak ak peyi Otoman an yo te kaba krim kont moun sa yo. Nan peyi Brezil li menm se nan lane 1850 yo te pran desizyon kwape sou moun, krim yo bay pou lèsklavaj la. 2 desanm Loni dakò sou sa nan rezolisyon 317 yo te adopte 2 desanm 1949.

Legliz ak Labib kore lèsklavaj

Anvan n rive pi lwen, dapre sa k di nan makòn bib ti Malis yo krèy dye Izrayèl yo pa gen okenn pwoblèm ak krim san parèy yo bay pou lesklavaj la. Si n sonje byen se menm krèy dye sa yo nan Ekzòd 21 vèsè 20, 21 ki di : « *Tout mèt yo gen bon jan baryè lib pou yo lapide esklav yo. Sèl bagay fè anpil atansyon piga lapide yo jis yo rive pete fyèl yo* ». Blan an yo tèlman maton nan mètdam yo jwenn mwayen pou yo fè krèy dye Izrayèl yo pale pou yo di sa yo bezwen yo di. Èske tèt krèy dye sa a yo dwat ?

Ki lè lèsklavaj te koumanse ?

Fèy papye listwa fè konnen se nan epòk neyolitik lèsklavaj te koumanse. Peryòd newolitik sa a menm se plis pase 10.000 lane anvan anperè Konstanten te reyini nan peyi Nise pou te envante lamayòt yo bay pou Zezi a. Sa vle di sa fè dik dantan depi moun te bay tèt yo dwa fè lòt moun travay pou yo san yo pa peye yo. Alòs nou gen ta wè se pa ni yè ni jodi sistèm kapitalis la kwè nan dechèpiye fòs kouray moun nan fè yo travay di san yo pa dwe yo anyen.

Ki sa sistèm èsklavajis la ye ojis ?

Lèsklavaj se pi vye sistèm sosyal ak ekonomik ki te ka ekziste. Lèsklavaj se yon sistèm ki chita sèlman sou eksplwatasyon fòs kouray moun ki pi piti yo pou mèt yo ka ranmase milyon. E depi w se èsklav sa ou tande a kriminèl 2 pye, de men ki posede w la, li rele mèt. Mèt san kè, san ren, san fyèl, san zantray sa a gen baryè lib pou l ba w Bwa Kale lè l pi pito. Depi w se èsklav ou ye, ou pa lib pou w fè sa w pi pito.

Okontrè depi w se èsklav mèt ou a gen baryè lib pou l fè w sa l pi pito ak w lè l pi pito. Lalwa menm ba l dwa pou l fè kadejak sou ou, sasinen w, lapide w jan l pi pito nan non Zezi. Fèy listwa fè sonje kolonn kolon franse yo te konn antere èsklav rebèl wondonmon yo tou vivan nan yon two yo te fè yo fouye yo menm. Apre yo mete yo nan twou a pwent tèt yo sèlman ki ret deyò. Yo plen kò yo ak tè epi yo badijonnen tèt yo ak siwo pou makòn fwomi, bigay flanman vin ba yo Bwa Kale jiskaske fyèl yo fin pete yo trepase. Tout krim sa a yo fèt nan non Zezi Zwif yo ki pa janm di yon grenn mo.

Pou kolon kretyen san zantray nan pwen pou yo sèvi ak fwomi, flanman ak bibay kòm zouti vyolans pou bay Èsklav Bwa Kale nan non Zezi. Epi, piga n sezi aprann se menm pitit pitit gwo gwo kokenn kriminèl a bib sa a yo ki vin preche pitit pitit menm èsklav viktim yo paradi bò katedral yo a. Gen peyi ki jounen jodi a se pi gwo avoka dwa moun ki te maton nan fè lwa pou di lèsklavaj se yon bon bagay. Nou kwè n tande salami ! Malgre tout krim sa a yo, gen nwa ki fyè pou yo di yo se kretyen kan menm.

Mak fabrik Soyete èsklavajis yo

Sosyete èsklavajis la se kote kolon vakabon eksplwatè dechèpiyè pwofite pou yo sèvi ak fòs kouray èsklav yo sèlman kòm mwayen pwodiksyon san yo pa depanse anyen pou yo peye travayè yo. Sosyete èsklavajis la pa lòt bagay ankò ke eksplwatasyon fòs kouray èsklav yo 24/24 pou piyay nèt gratis ti cheri. Sistèm Èsklavajis la maton nan sèvi ak fòs kouray èsklav la kòm pi gwo mwayen pou pwodui richès pou patwon yo san sa pa koute yo sen kòb kwiv.

Pi gwo zouti kolonn kolon kretyen te mete kanpe pou jwenn moun pou travay pou yo kou bourik entchò lajounen kou lannwit san yo pa peye yo senk kòb kwiv rele sosyete èsklavajis. Nan gwo èstrateji salopete sèvo Nwa kolonn kolon yo mete kanpe yo te sèvi ak legliz pou te fè l pase. E se legliz ki te reyisi jwe wòl bayakou chirijyen sa a san mank. Se pa konsa nonsa w jwenn menm si pa gen ni lekòl, ni sant sante, ni okenn sèvis Leta nan yon ti rakwen byen lwen. Men w pap pa jwenn 200 legliz tout mak fabrik pou bay mas popilè yo manti 24/24. Tout pastè kadejakè ak pè raketè yo nèt se espyon ou ajan blan an. Tout se legliz misyon.

Legliz kore Lèsklavaj

Kòm nou sot di l la legliz kolonyalis zeziyis yo se ajan ak èspyon blan kapitalis yo. Legliz Zezi yo se pi gwo zouti kolon yo mete sou pye pou fè vye dyòb sal chirijyen bayakou. Wòl chirijyen bayakou se wete sèvo maka epi ranplase l ak fatra lafwa ak inyorans kwayans. E, se premye operasyon pastè a ou pè a fè depi premye jou w al nan legliz blan kolon. Depi w pa dakò operasyon chirijyen bayakou a pastè a ou pè a pap dakò pou w vin kanpe an wondonmon nan biznis li an.

Rive fòse mas pòv yo kwè nan retou Zezi lamayòt, se pi gwo misyon legliz pou fè èsklav yo dakò tout krim kolon yo ta fè sou yo rantre tou dwat nan plan krèy dye Izrayèl yo. « ***Ala chans pou sila a yo ki viktim tout kalib krim ak enjistis. Lè yo mouri se yo sèl k ap eritye wayòm syèl la*** » Se sa seyè a di n nan beyatitid. N tande de plòt salami ? Tout sa se pi gwo prèv legliz maton anpil nan ekzèsis vire sèvo moun yo pran pou makak lanvè landwat devan dèyè pou yo ka alèz pou benyen yo ak de gwo manti gwòse èstad la.

Wetire sèvo moun ki pou ta fè w revòlte, leve kanpe, voye pye kont abi enjistis ak mechanste voye jete nan poubèl, epi mete fatra lafwa ak inyorans kwayans ladan l pito. Se konsa tout nwa krisyanize rive dakòpou l kite blan kolon kretyen matirize, l eskplwate l, ba l Bwa Kale san l pa janm di anyen. Okontrè legliz menm rive fè èsklav nwa kwè se pòv ki pi pòv yo ki pase piplis mati, soufrans ak kalvè Zezi blan an yo pral vin chache w mennen w al kale kò w nan paradi bò katedral la kote tout bagay gratis.

Tout gwo sosyològ sistèm nan ki maton nan etidye konpòtman moun konseye yo sèvi ak legliz paske pè ak pastè gen doktora nan benyen moun ak de gwo manti menm gwòsè ak katedral la. An palan de katedral se pa konsa konsa n wè nan chak vil nan peyi nwa a yo gen moske, tanp alvantis, tanp bouda, sal temwen jewova, legliz tout kalib ak plizyè lòt legliz ak yon krèy sen blan nan tout rakwen. Se pa legliz katolib ak potestan sèlman ki ge misyon chirijyen bayakou sa a. Tout legliz se legliz. Tout pè ak pastè se dòktè chirijyen bayakou.

Tout legliz kolonyal yo nèt tankou katolib, potestan, alvantis, temwen jova, mòmon, metodis, konnfousyanis se izin pwodui chirijyen bayakou. Nan seminè yo fòme pè ak pastè pou yo vin maton nan vide bave manti ak foulay nan twou zòrèy moun yo pran pou gwo makak sale 24/24. Legliz kolonyal yo gen 20 milya syèk ak yon grenn manti men Zezi nan papòt la pe vin chache pòv pou mennen yo nan paradi. Legliz sèvi ak manti pou pase moun yo pran pou makak nan salami 24/24. Se menm legliz sa a ki kore sistèm èsklavajis la a 100% ki fè kretyen toujou alèz pou yo krache sou memwa Papa Desalin ki te kaba lesklavaj patwon kolon yo.

Legliz menm jwenn mwayen pou l fè pèp nwa konnen se tou nòmal pou l sèvi mèt blan kòm èsklav. Sa m renmen nan pè ak pastè yo menm dyòl ki pe beni w la pou w ka al nan paradi a se menm li menm nan ki twouve l nòmal pou l lage bave madichon sou w pou l voye w al kankannen nan flanm lanfè dife due Izrayèl yo kreye nan bonte yo. Legliz gen kòm pi gwo misyon pou yo ankouraje Pèp Nwa sèvi blan nan lanfè lesklavaj pou l ka al nan paradi lè yo fin mouri.

Pi devan, legliz kolonyal yo fè Pèp Nwa konnen l se pitit Satan. Pou fè travay zonbifikasyon an pi byen legliz fè konnen Zezi, manman Zezi, papa Zezi, grann Zezi tout tatawèl, matchòpwèl ak bizawèl Zezi tout se blan mannan. Men legliz sa a jwenn naratif pou l foure nan tèt tout nwa tout makòn dye Izrayèl yo nèt se blan. Se Dyab, Satan, Lisifè, Amagedon ak tout lòt matchòpwèl yo sèl ki Nwa. Sistèm valè tout peyi oksidantal yo ranje kò yo pou yo rive fòse nwa foure nan sèvo nwa a tout sa k pa bon yo nèt se nwa.

Lè Nwa se pil fatra lafwa k nan plas sèvo l pa gen kapasite pou l rive reflechi sou kondisyon materyèl ekzistans li pou l ta leve kanpe pou sa chanje. Okontrè dyòb pè ak pastè nwa se fè l koprann limyè lakonesans pap mennen l nan paradi. Se sa k fè yo ankouraje yo rete nan inyorans kwayans ak fatra lafwa. E, sosyològ kolon yo konnen depi w gen lafwa w vin pi kredil. Depi w vin pi kredil w vin pi inyoran. Tan w pi inyoran l pi fasil pou blan kolon an fè w pran kaka poul blan pou ze poul peyi.

Legliz, relijyon ak pil istwa Bouki ak Malis nan bib yo, se pi bèl estrateji manipilasyon pou blan èsklavajis yo ka gen kontwòl Pèp Nwa a yo pi byen. Enpi, se sa k fè w jwenn se nan peyi nwa a yo w jwenn piplis pè, pastè, pwofèt, pwofetès, mè, frè, apòt, bichòp, moun sentespri sele, moun ki wè ak dye yo nan dòmi chak swa yo dòmi vant plen. Sèl grenn misyon legliz kolonyal yo se fè travay boukantay sèvo pèp nwa pou fatra lafwa ak inyorans kwayans.

Komès Moun

Kòmès Negriye a se li ki fè blan franse kretyen bay tèt li dwa pou l vann moun tankou bèt seren pou l ka fè milya. E tou aprann sa, tout richès peyi Lafrans se nan kòmès vann moun li te fè l. Se nan vil Lawòchèl 200 bato pou pi piti te pati al achte moun nan peyi Lafrik yo. Epi se nan mennm vil sa a pitit pitit ansyen kolon yo pral fè seremoni pou fete jou lesklavaj te kaba. Se te jou ki te vandredi 10 me sot pase a aktivite sa a te fèt.

Se te nan lane 1594 premye bato machann moun yo te rele negrye a te derape souti nan vil Lawòchèl pou l achte moun an Afrik. Premye bato kagezon moun sa a yo te rele Lesperans. Jounen jodi a fè 430 lane apre se nan menm vil sa pitit pitit kolon yo pa wont pa jennen pou yo vin pase memwa konbyen milyon viktim yo nan salami nan pran pòz yo pe fete jounen nasyonal yo te kaba lesklavaj. Menm premye minis peyi Lafrans lan Gabriyèl Atal ak Janmak Ayiwo, ki se prezidan Fondasyon pou memwa lèsklavaj te la tou.

N konn pitit pitit kolon blan ipokrit sa a yo deja. Yo pat menm jennen pase lasi ipokrizi nan de twou je yo pou vin kontinye krache sou memwa plis pase 30 milyon viktim Bwa Kale Lèsklavaj yo. Detan sa a tout moun konnen tout bèl lòtèl, tout bèl wout yo tout bèl kay, tout richès nan vil Lawòchel ak nan anpil lòt vil ankò se gout swè, gout san ak moso vyann tout èsklav nwa a yo. An n raple nan XVIIIème syèk, se pou pi piti 500 bato ki te soti nan pò Lawòchèl pou al an Afrik al achte gason ak fanm mennen yo nan Zantiy yo pou vin vann pou vin bourike nan trafik sa yo te rele mache triyangilè a Ewòp Afrik Amerik la.



Lèsklavaj se yon sistèm ki chita sèlman sou eksplwatasyon fòs kouray moun

Frans/Ayiti, 2 dèt Lendepandans

Mesyedam nan rektora Inivèsite Leta Ayisyen an fèk mete sou pye yon gwoup fanm ak gason ki gen kòm misyon pou reflechi epi travay sou dosye dèt Lendepandans yo. Vrè wòl yo se travay sou restitisyon ak reparasyon pou Ayiti. Detan dosye sou kesyon Ayiti a plede pale chak jou nan aktyalite entènasyonal, la rektora IEA a resi deside rele sou kò l. Se konsa, yo mete mouvman sa a sou pye pou fòse pitit pitit kolon san zantray yo remèt kòb la, yo te peze kou Ayiti pou yo te pran an. Nou deja konn kouman pitit pitit kolon franse mechan.

Restitisyon ak Reparasyon se de dèt sa a yo Titid te rele doub dèt Lafrans te fòse Ayiti peye yo apre lendepandans lan. Wòl ak misyon IEA bay gwoup sa a « ***Pote kole pou kore dosye sa a pou pitit kolonn kolon Lafrans yo resi renmèt mago yo te fòse Ayiti ba yo a*** ». Se poutèt reklamasyon sa a tou Lafrans, Depatman Deta Meriken ak Kebèk te makònen sosis rasis yo ak ipokrit pa bò isit pou te krache sou selebrasyon Bisantnè Lendepandans Ayiti nan lane 2004 pou fè pitit pitit menm blan kolon jenosidè yo plezi.

Atansyon atansyon atansyon. Sizoka rektora a te fè èrè mete menm zentèlèktyèl krachadò Kolektif Non yo nan gwoup travay sa a se lave men siye l na ma labou. Paske makòn zentèlèktyèl krachadò kolektif Non yo se Konze Lafrans yo ye. Mwen gen non tout makòn krachadò yo sere anba yon matla jon anlè galata lakay grann mwen. Zentèlèktyèl malfèktè san ren, san fyèl yo, menm Bwa Kale pap ka jwenn ak bout yo. M siyen dèyè l.



Restitisyon ak Reparasyon

Haïti : quelle alternative en 2024?



Les masses populaires doivent se méfier de ces politiciens et construire leur propre organisation de lutte pour bâtir cette démocratie directe et participative



A BAS la domination impérialiste



Où est passée la transition de rupture prônée par l'accord de Montana?

Par Henriot Dorcent

Devant la complicité des classes dominantes d'Hayti de réclamer une nouvelle occupation militaire du pays par les puissances colonialistes et impérialistes pour la continuité de notre mise sous tutelle, les forces progressistes doivent proposer aux masses populaires et à la jeunesse une alternative révolutionnaire et progressiste axée sur un programme minimum pour relancer la mobilisation populaire et engendrer un processus de démocratie directe et participative.

Il n'est pas surprenant que de soi-disant partis politiques de gauche cautionnent la capitulation de la classe politique traditionnelle et néo-macoute du PHTK en souscrivant à la formule de la CARICOM du conseil présidentiel de 9 membres. Les progressistes ne doivent cesser de les dénoncer et les combattre pour offrir cette alternative progressiste.

Nous devons renoncer à cette mascarade de démocratie représentative, noyau de la corruption et du gaspillage des ressources de l'état sous tutelle des pilleurs impérialistes néo-colonialistes pour construire notre démocratie directe et participative en organisant les masses populaires en assemblée du peuple depuis les quartiers des sections communales jusqu'au niveau des grandes villes départementales et de la capitale pour qu'elles(les masses populaires organisées) décident de la vie politique, économique, sociale, culturelle de leur communauté.

Ce sera un processus de construction créative, permanente et dynamique, permettant d'apporter des changements immédiats, d'approfondissement a court et moyen terme, et d'abandon des étapes périmées du processus permettant la correction nécessaire décidée et approuvée par les masses populaires. Il n'y a pas de recette magique ni de voie unique, le processus de démocratie directe et participative se construit dans la lutte pour la souveraineté nationale et l'indépendance nationale.

Les masses populaires doivent se méfier de ces politiciens et construire leur propre organisation de lutte pour bâtir cette démocratie directe et participative; les politiciens du PHTK et les oppositions soit disant démocratiques ne sont que les pions de l'impérialiste occidental, ils trahiront toujours la nation, la souveraineté et l'indépendance nationale.

Le Peuple Haytien a un passé anti colonialiste et anti esclavagiste et ne saurait se laisser berner par les politiciens restavèk ni la bourgeoisie antinationale sur son destin.

Où est passée la transition de rupture prônée par l'accord de Montana deux ans plutôt avec sa feuille de route? Ou est passée la fougue anti impérialiste de Fanmi Lavalas? Où sont passés les ONG politiques à l'instar du Mouvement Paysan de Papaye (MPP), de *Kan-pèp la* etc. Etc…?

Si une avant-garde progressiste existe, au lieu de ramper sous la traine de la bourgeoisie, elle doit aider à créer les conditions subjectives de la révolution pour construire un État National Souverain, prospère, juste et indépendant qui soutient l'autonomie économique des assemblées du peuple sans générer la dépendance ni la bureaucratie pour éviter de ne pas se faire dévorer par les grands groupes capitalistes.

La construction du canal de la dignité, avec une prise directe sur la rivière Massacre en défiant les autorités dominicaines avec toutes les menaces d'opérations militaires provocatrices, consacre le bourgeonnement d'une démocratie directe et participative en Hayti sans le support de l'état anti national ni de la bourgeoisie anti nationale.

La démocratie directe et participative a pour corollaire économique un système coopératif basé sur la solidarité et l'entraide selon la formule : « CHACUN POUR TOUS, TOUS POUR CHACUN »

Avant-garde révolutionnaire, inspirons-nous des modèles cubains et vénézuéliens de démocratie directe et participative pour lutter pour la construction de cette société nouvelle basée sur la participation engagée et autonome des masses populaires.

Fini le temps des mascarades électorales avec des coûts faramineux pour prétendre nous faire représenter par des vautours et corrompus en quête de richesse facile et illicite.

C'est le temps de construire un outil de lutte pour la construction de cette nouvelle société. Si nos ancêtres, au cours de la lutte anti coloniale et anti esclavagiste criaient LIBERTE ou LA MORT, aujourd'hui c'est notre responsabilité d'actualiser leur cri « LA PATRIE OU LA MORT »

L'INDEPENDANCE NATIONALE OU LA MORT.

A BAS la domination impérialiste! Vive la démocratie directe et Participative.

Les cacos : ces combattants anti-impérialistes



Charlemagne Péralte le chef des cacos

Par Haiti Inter

Durant l'occupation américaine d'Haïti de 1915, un groupe de paysans armés mènent la résistance. On les surnomme les "cacos". Qui sont-ils?

Après la révolution haïtienne, un groupe d'hommes armés composés d'anciens esclaves prennent le contrôle de certaines régions montagneuses. On les surnomme les "Tacos" en référence à l'oiseau Tacco d'Hispaniola. Ils avaient l'habitude de se cacher, comme l'oiseau, sous les feuilles afin de surprendre et attaquer l'ennemi.

Avec le temps, le surnom "Tacos" devient "Cacos".

Selon le professeur Leslie Manigat, les Cacos sont « *des paysans que l'enrôlement périodique dans les armées révolutionnaires a politisé à sa façon. Braves, hirsutes et terribles, ils sont parfois réputés des " sans mamans ". Pilleurs à l'occasion, mais le plus souvent soldats au service d'une cause, ils inspiraient de la frayeur aux élites possédantes de Port-au-Prince qui associaient leur image à celle de la " terreur caco ". Les Américains les appelleront des " bandits ". Pour l'histoire haïtienne, ce sont eux qui vont pratiquement monopoliser la résistance armée consciente et délibérée à l'Occupation nord-américaine.* »

Effectivement, pendant l'occupation américaine, ce sont eux qui vont maintenir la rébellion dans les régions montagneuses du nord avec à leur tête Charlemagne Peralte.

Ces paysans armés n'hésitent pas à attaquer la capitale haïtienne occupée par les Américains. Armés de vieux fusils et de machettes, les Cacos opposent tellement de résistance que les États-Unis sont obligés d'utiliser leur aviation pour contrôler le territoire et mater la guérilla. Mais ils finissent par être neutralisés. Certains seront exécutés et d'autres emprisonnés.

Charlemagne Péralte est arrêté et exécuté le 31 octobre 1919. Benoît Batraville qui lui succédera sera aussi exécuté par les Américains.

« Par leur bravoure, leur ténacité et leur dévouement indomptable à la cause de la libération du pays, les cacos ont représenté sous l'occupation, l'expression la plus héroïque et la plus achevée de la conscience nationale. »

Conseil Présidentiel de Transition, histoire d'une création !



Le fameux Conseil Présidentiel de Transition (CPT) de neuf membres dont deux à titre d'observateurs et n'ayant pas droit de vote

Par Catherine Charlemagne

(2e partie)

Pendant que Jean-Charles Moïse, leader du parti Pitit Dessalines, rejoignait avec armes et bagages le projet de la CARICOM en tentant des explications qui ne convainquent personne, la situation politique en Haïti demeure incertaine. Les acteurs se multiplient par quatre pour trouver la solution qui pourrait plaire à la Communauté internationale, particulièrement les Etats-Unis qui pressaient la CARICOM à imposer à la classe politique haïtienne, toute tendance politique confondue, une solution toute faite. Pour faciliter les choses à la Communauté des Etats de la Caraïbe via la CARICOM, les autorités américaines mettaient la pression sur le Premier ministre Ariel Henry. Pour lui faire peur et l'impressionner, elles l'isolaient sur une base militaire sur la petite île de Porto Rico, d'où elles le forçaient à signer sa reddition et sa démission sans condition le 11 mars 2024.

Le même jour, à quelques kilomètres de là, à la Jamaïque, la CARICOM avait convoqué une rencontre par *Zoom* l'ensemble des acteurs haïtiens de la crise pour leur signifier l'accord qu'ils avaient toujours refusé de signer après des mois de pourparlers et de multiples va-et-vient dans la capitale haïtienne des émissaires et Envoyés spéciaux de l'organisation régionale. Sauf que, cette fois, la CARICOM avait envoyé un aide-mémoire, sous forme d'ultimatum, dans lequel les dirigeants caribéens imposaient leur point de vue aux acteurs politiques, à la Société civile et au Secteur des affaires haïtien pour être membre du Conseil Présidentiel de Transition. Selon ce redoutable aide-mémoire, tout d'abord, « *Il faut renoncer à être candidat aux prochaines élections. Ne pas être sous le coup d'une condamnation ni sous le coup d'un acte d'accusation ou d'inculpation, ni d'une sanction de la Communauté internationale. Enfin, il faut donner son adhésion à la résolution 2699 de l'ONU sur le déploiement de la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS.* »

Toujours dans le document, les Antillais imposent, entre autres, un exécutif bicéphale. Il s'agissait du fameux Conseil Présidentiel de Transition (CPT) de neuf membres dont deux à titre d'observateurs et n'ayant pas droit de vote et naturellement, un Premier ministre. Le 11 mars, depuis Kingston, Jamaïque, les chefs d'Etat et de gouvernements de la Communauté des Etats Caribéens imposaient aussi aux Haïtiens un délai de 48 heures pour que chaque entité envoie le nom de son représentant à la structure devant constituer le nouvel exécutif haïtien. A partir de cette date, ce fut un branle-bas de combat dans la capitale haïtienne pour tous les secteurs concernés, non seulement pour répondre aux directives de la CARICOM, mais aussi pour respecter le délai qu'avaient imposé ses dirigeants pour arriver à constituer le CPT. Dans tout Port-au-Prince, les rencontres et réunions se multiplient. Les smartphones sonnent sans arrêt, les groupes WhatsApp sont au bord de la saturation, ils voulaient tous former des plateformes, de regroupements ou des coalitions plus ou moins compatibles. Il n'y a pas que les chefs de partis politiques qui se mobilisent pour cette opération.

En Haïti, c'est bien connu, le Secteur privé des affaires est aussi un acteur politique, sinon l'un des plus importants du paysage. Il détient les nerfs de la guerre : l'argent. Ce secteur fait et défait les coalitions politiques selon ses intérêts. Mieux, depuis quelque temps, le Secteur privé des affaires, par le truchement du CCIH (Chambre de Commerce et d'Industrie d'Haïti), entend jouer un rôle de premier plan dans la gestion politique directe du pays. Cette nouvelle transition est pour lui l'occasion de jouer à visage découvert. D'ailleurs, depuis la parenthèse Ariel Henry avec le HCT (Haut Conseil de la Transition), un organisme mis en place par Ariel Henry et ses alliés pour faire de la figuration sans réel pouvoir, avec Mirlande H. Manigat à sa tête (la Présidente), le Secteur privé des affaires ou la CCIH avait affirmé sa présence en nommant l'un des leurs parmi les trois membres de cet organisme éphémère en la personne de Laurent Saint-Cyr.

La CARICOM, en créant cette nouvelle structure politique pour prendre la direction du pays durant la deuxième phase de la transition post-Jovenel Moïse, a permis à ce Secteur de sortir de l'anonymat. Avant la désignation de son représentant au Conseil Présidentiel de Transition, la CCIH avait publié un Communiqué le mardi 12 mars 2024 qui laissait apparaître son inquiétude par le fait qu'elle n'avait pas encore été contactée par les instances de la CARICOM. « *La Chambre de Commerce et d'Industrie d'Haïti (CCIH) a informé, en tant qu'instance représentative du Secteur privé des affaires en Haïti dans son ensemble, qu'elle n'a pas été contactée par les acteurs impliqués dans la recherche de solution. Elle rappelle que la contribution du Secteur privé est essentielle pour restaurer la stabilité économique et sociale du pays. La CCIH reste attentive au développement de la situation et espère une résolution rapide et pacifique de la crise. Elle demeure convaincue qu'une issue favorable profitera à l'ensemble des acteurs et de la population haïtienne.*

La CCIH réaffirme son engagement envers le développement économique et la prospérité d'Haïti, et reste prête à apporter son soutien à tout processus visant à ramener la paix et la stabilité en Haïti » disaient les dirigeants de la CCIH qui s'étaient inquiétés finalement pour rien. Puisqu'elle a été vite intégrée dans le processus. Profitant, justement, de l'opportunité qu'on lui a offerte, le Secteur privé des affaires a tout logiquement nommé celui qui est devenu son porte drapeau et son visage public et politique, Laurent Saint-Cyr, parmi les 9 membres du Conseil Présidentiel de Transition avec, évidemment, le droit de vote. Ce secteur est composé, outre de personnalités indépendantes, de l'Association des Industries Haïtiennes (ADIH), de toutes les Chambres de Commerce et d'Industrie départementales, notamment la Chambre de Commerce et d'Industrie de l'Ouest (CCIO), la Chambre de Commerce Haïtiano-américaine (AmCham), de l'Association du Tourisme d'Haïti (ATH), de la Chambre Franco-Haïtienne de Commerce et d'Industrie (CFHCI) et de la Chambre de Commerce et d'Industrie Haïtiano-Canadienne (CCIHC), etc.

La Société civile haïtienne proprement dite aussi n'est pas en reste. Devenue partie prenante dans la vie politique active haïtienne, cette entité, constituée de multiples tendances et qu'on a vue depuis des années à l'œuvre, notamment dans le dossier PetroCaribe, est devenue un acteur important quasi incontournable de la vie politique du pays. Pour la circonstance, elle avait formé un bloc dénommé « *Groupe de la Société civile* » réunissant une multitude d'associations, de syndicats et de personnalités engagées. Après maints négociations, conciliabules, discussions, atermoiements et revirements, comme pour les organisations politiques, cette partie de la Société civile avait choisi, dans un premier temps, le citoyen Pierre Jean Raymond André pour être son représentant au CPT en tant que membre observateur, c'est-à-dire, n'ayant pas droit de vote, selon ce qu'a spécifié l'aide-mémoire de la CARICOM. « *Le Groupe de la Société civile partie aux discussions sous les auspices de la CARICOM a fait de Pierre Jean Raymond André son représentant comme membre observateur au sein du Conseil Présidentiel* », avait annoncé cette entité.

Celui-ci est le Coordonnateur général de la Coordination des Organisations de la Diaspora Haïtienne (COODAH). Mais, très vite, cette affaire de Conseil Présidentiel de Transition s'était tournée, à quelques exceptions, en psychodrame pour toutes les parties prenantes de la transition. Finalement, c'est le Révérend pasteur Frinel Joseph, ancien membre du Conseil Electoral Provisoire (CEP) qui a été retenu pour être membre du Conseil au nom du « *Groupe de la Société civile haïtienne* ». Ensuite, c'était le tour de l'autre entité de la Société civile, celle regroupant le Secteur inter-religieux, notamment, l'église catholique, les cultes réformés, les Vodouisants, etc. et une partie de la diaspora de présenter, sous l'appellation de REN (Rassemblement pour une Entente Nationale et Souveraine), un membre au Conseil en tant qu'observateur sans droit de vote. Presqu'à l'unanimité, les responsables de REN avaient désigné René Jean-Jumeau, un ancien ministre Délégué, à la sécurité énergétique sous la présidence de Michel Martelly, pour être leur voix au sein du nouvel exécutif de la transition.

L'intéressé savait le rôle qu'il devrait jouer et quel était son statut dans le CPT. Curieusement, après quelques jours et après maintes discussions avec les autres membres du Conseil pour savoir s'il pouvait avoir le droit de vote, devant leur refus, René Jean-Jumeau a brutalement démissionné du Conseil Présidentiel qui était en cours de formation. Là aussi, dans la précipitation, ce groupe de la Société civile a dû chercher quelqu'un d'autre pour remplacer l'étourdi René Jean-Jumeau qui, parait-il, n'avait rien compris dans le film. Toutefois, avant de partir, celui-ci a écrit à ses ex-collègues du Conseil pour expliquer sa position. « *Depuis le début, j'ai toujours exprimé clairement ma position, tant au sein du REN que lors des discussions au Conseil, ainsi qu'en dialogue avec les médiateurs internationaux. Malgré cela, face au travail à accomplir dans le cadre de la préparation des nombreux documents et outils nécessaires à la mise en place d'un processus capable de servir valablement la population, mon engagement et mon dévouement ont toujours été totaux, et je n'ai jamais cherché à entraver le processus, travaillant avec vous presque sans arrêt de jour en jour.*

Mon intention n'a jamais été d'exclure qui que ce soit, mais plutôt de plaider pour que le REN joue un rôle actif, au nom et au bénéfice des membres les plus nombreux et les plus vulnérables de notre population. Je regrette sincèrement de devoir désister du rôle qui a été proposé au regroupement Rassemblement pour une Entente Nationale (REN) en tant qu'observateur au sein du Conseil. Je suis pleinement conscient de la valeur de cette position, cependant, dans le contexte actuel, j'estime qu'il est préférable pour moi de ne pas accepter ce rôle. Pour l'humble adepte de la technique que je suis, la nécessité d'action concrète est trop forte pour rester, impuissant, dans la posture de spectateur. Le REN aura certainement soin de désigner un représentant mieux adapté à ce rôle » laissait entendre l'impétrant dans un courrier expédié aux membres du CPT. Après le désistement de l'ancien ministre, le REN a immédiatement désigné cette fois-ci une femme, Mme Régine Abraham, qui, d'ailleurs, va sauver l'honneur, puisqu'elle sera la seule présence féminine parmi les huit autres membres du Conseil Présidentiel de Transition.

Si la guerre entre les divers groupes qui composent ces trois grands secteurs de la vie nationale - Secteur privé des affaires, Société civile et Secteur Interreligieux - a été moindre, tel n'était pas le cas pour les partis et autres plateformes politiques. En effet, pour arriver à la fameuse liste finale, le pays a assisté à de véritables luttes fratricides ressemblant pour certaines à de vrais combats de coq. Certains partis s'étaient livrés à une véritable guerre des tranchées tant l'ambition des uns et des autres ne laissait aucune place au compromis. L'exercice fut beaucoup plus laborieux de ce qu'attendaient les Haïtiens pour les regroupements politiques même si, dans sa grande majorité, très peu portaient une attention à ce qui se passait durant ce processus bien qu'ils avaient contribué à renverser le Premier ministre Ariel Henry en paralysant le pays durant plus d'un mois.

Une mobilisation qui avait facilité le blocus du pays par les groupes armés et provoqué l'exil involontaire du chef de la première transition. Néanmoins, les Haïtiens ne s'attendaient pas à ce que la succession et le processus pour placer un exécutif à la tête du pays prendrait un temps si long. Si pour un regroupement politique, comme l'Accord du 30 août dit l'Accord de Montana, l'affaire a été plus simple, vu que depuis plus d'une année leurs responsables avaient élu leur « *Président* » de la transition, Fritz Alphonse Jean, accompagné même d'un « *Premier ministre* » en la personne de l'ex-sénateur Steven Benoit, on ne peut dire autant pour les autres. En effet, les dirigeants de l'Accord de Montana n'avaient aucun problème pour désigner leur représentant au CPT. C'est tout naturellement qu'ils ont envoyé l'ancien Gouverneur de la Banque Centrale (BRH) siéger au sein de l'exécutif mis en place par la CARICOM. Personne ne s'est opposé à ce choix plus que logique. Sans aucune difficulté donc, les dirigeants de l'Accord de Montana avaient désigné Fritz Alphonse Jean comme membre du Conseil Présidentiel de Transition.

Jusqu'à la désignation du Président du Conseil, le mardi 30 avril 2024, il n'a jamais eu la moindre friction entre ce groupe et son Président-représentant au sein du CPT, en tout cas publiquement. Pourtant, l'Accord de Montana, ce ne sont pas moins de 86 Partis ou plateformes politiques, 106 organisations de base ou locales, 431 acteurs de la Société civile et 326 personnalités indépendantes et engagées qui le composent depuis le 30 août 2021. Cela a été pareil pour le seul parti politique qui joue souvent en solo dans cette transition, même si, de temps en temps, il tentait de se rapprocher de quelques Accords pour vite se retirer ensuite. C'est le cas du parti Fanmi lavalas de l'ancien Président Jean-Bertrand Aristide et du Dr Maryse Narcisse. Depuis toujours, dans pratiquement toutes les coalitions, accord ou autres regroupements dans lesquels il a fait une apparition, c'est l'architecte Lesly Voltaire qui a toujours été envoyé en éclaireur. Pour le processus devant conduire à la formation du Conseil Présidentiel de Transition, le parti Fanmi lavalas demeura cohérent avec lui-même.

Logiquement, c'est Lesly Voltaire qu'il a envoyé pour le représenter dans cette structure exécutive mise en place par la Communauté internationale sous la houlette de la CARICOM. Incontestable et incontesté, Lesly Voltaire, ancien ministre de l'Education nationale, ayant le soutien sans faille de son mentor Titid et l'appui de Joël Vorbe dit Pacha, un des piliers de ce parti très radical sur sa position mais parfois un peu déroutant vu sa stratégie solitaire depuis sa fondation, l'avait, dès le départ, pris très au sérieux son rôle de Conseiller Présidentiel. Bien avant l'installation et la nomination d'Edgard Leblanc Fils en tant que Coordonnateur du CPT, c'est le représentant de Lavalas qui assurait la visibilité du CPT et prenait même la parole en son nom. Visite guidée du Palais national, la question de sécurité, vérification de la faisabilité ou non de l'installation à la Villa d'Accueil ou au Palais national en compagnie de l'ex-colonel Himmler Rébu du GREH qui, lui aussi, a fait un virage assez spectaculaire compte tenu de sa position initiale sur le Conseil Présidentiel de Transition.

D'entrée de jeu, Lesly Voltaire se voyait même comme le futur Président du CPT. D'ailleurs, en tant que représentant du Parti Fanmi lavalas, il a été l'un des premiers à contester la majorité qui s'était constituée et ayant favorisé l'élection ou la nomination de l'ancien sénateur Edgard Leblanc Fils à la tête du Conseil Présidentiel de Transition avant que cette majorité, sous la pression des minoritaires qui menaçaient de faire écrouler l'édifice, accepte un nouveau compromis qui a été trouvé sur ce qu'ils appellent maintenant : la présidence tournante. En clair, si tout va bien jusque-là, après le désistement de Fritz Alphonse Jean au profit de Smith Augustin, en deux ans, Haïti connaitra quatre Présidents pour diriger la Transition probablement sous l'occupation militaire américaine via la Mission Multinationale d'Appui à la Sécurité en Haïti (MMAS) dont l'arrivée s'annonce pour la fin du mois de mai. (**A suivre**)

C.C

USAID-Linked Collaborators Eye Diaspora's Remittances for Taxation and Redirection



Kesner Pharel, chief executive director of the USAID-linked consulting firm Group Croissance, helped organize the Miami summit on redirecting remittances.

by Travis Ross

The Haitian Times recently published an article by Dieudonné Joachim on a "groundbreaking summit," held in Miami, where "experts and influential business leaders convened" to discuss the "untapped potential of remittances" from Haiti's diaspora.

The "International Financial Summit" was held on Apr. 6-7 at the Miami Airport Convention Center and focused on redirecting diaspora remittances from outlays "for immediate consumption" by family members in Haiti to "equity investment" funds, Joachim reported. The speakers at the summit argued that this "strategic shift" could potentially "unlock sustainable economic development by fostering partnerships with established companies."

According to a report by the Haitian Institute of Statistics and Information (IHSI), transfers from the Haitian diaspora totaled $3.8 billion in 2023 and account for approximately 20% of Haiti's Gross Domestic Product.

Joachim notes that a "2022 UN Development Program study shows that remittances from Haiti's diaspora are four times greater than the country's exports and nearly 100 times larger than foreign direct investments."

The speakers at the summit agree that a majority of remittances to Haiti are spent on "consumption." Joachim cites a 2006 report by economist Manuel Orozco conducted for the Inter-American Development Bank (IDB). According to Joachim, Orozco's analysis shows that "80.9% of the remittances are spent on food," although this statistic could not be confirmed.

Considering that most of remittances sent to Haiti are spent on daily needs, particularly food, it is perhaps surprising that the speakers were enthusiastic about redirecting remittances to investment funds and partnerships with "established companies."

An analysis of the summit's speakers is revealing.

Summit Presenters Connected to USAID and a U.S. State Department Initiative

Rémy Telfils, CEO of Café Lux, also spoke at the summit. He "expressed concern about using diaspora money to import food products" which he sees as "a counterproductive cycle."

The U.S. State Department logo appears on the Café Lux website. Café Lux was founded leveraging support from the State Department's Global Innovation through Science and Technology (GIST) program.

According to its website, the GIST Initiative helps participants "access financing" through "direct connections to U.S. experts," with partners like tech giants Amazon and Microsoft.

Bernice Charles, CEO of Cosmos Solution, also spoke at the summit. She is a fellow of the Young Leaders of the Americas Initiative, organized by the DoS.

Charles is also a member of Diplomatic and Social Action-Haiti (*l'Action diplomatique et sociale-Haiti* - ADIS-Haiti). ADIS's Facebook page describes the organization as being dedicated to "young professionals in the field of international relations," but it seems to be inactive at this time.

An article by Loop Haiti News describes an ADIS-Haiti event that reveals the organization's orientation. On May 28, 2018, ADIS-Haiti members visited the offices of the Organization of the American States (OAS), where then Ambassador Cristobal Dupouy gave a presentation. An unnamed OAS manager, who managed three USAID projects in Haiti at the time, gave a talk after Dupouy's.

Two prominent speakers at the summit are directly involved in USAID's Civil Society Strengthening Program (CSSP). What is The CSSP?

USAID's Civil Society Strengthening Program

The CSSP is part of Phase Two of Washington's "10-year Strategic Plan for Haiti". It claims to address "root causes of instability" and "places a strong emphasis on partnering with Haitian leaders and stakeholders" with a "strategic communication plan" to "ensure U.S. government-funded efforts are effectively amplified throughout the country."

Plans are in motion to "deepen engagement with Haitian civil society, including religious groups and NGOs, as well as other international donors, Haitian diaspora organizations, and multilateral organizations."

USAID officially announced the CSSP for Haiti on Oct. 21, 2022. This program is part of the early implementation of Phase Two and was officially launched Jan. 11, 2023 in Cap Haïtien.

A U.S. Embassy press release explained that the goal of the CSSP is to "strengthen the capacity of Haitian civil society organizations [CSOs], including faith-based organizations, local groups, and those working with the diaspora that are registered and operating in Haiti." CSOs which participate will "be better equipped to develop, implement, and monitor their advocacy," the press release explains.

USAID explains that "there is a critical need" for Haitian CSOs to collaborate and "expand their impact" and "their influence on public policy and decision-making." One of the CSSP's main objectives is to "support productive working relationships between civil society organizations and development actors including, but not limited to, local/central government, the private sector, and major donors."

With the CSSP, the U.S. government aims to grow their network of CSOs, which are compliant to U.S. interests, both in Haiti and in the Haitian diaspora,

Phase One of the "10-Year Strategic Plan for Haiti" – the deployment of the Multinational Security Support Mission (MSS) – along with Phase Two will effectively return Haiti to being a U.S. colony, as it was from 1915 to 1934 when U.S. Marines occupied it, from its current status as a neo-colony (nominally politically independent but completely dominated economically.)

This downgrade to colonial status will occur under the MSS – a proxy occupation force – while CSOs and "human rights" groups nurtured and financed by USAID (and the NED), guide Haiti's reconstruction into a society completely beholden to U.S. interests.

This will create a facade of Haitian agreement or "consensus" (i.e. compliance) with U.S. domination of Haiti. These CSOs and "human rights" groups will provide spokespeople and leaders who can dutifully parrot USAID and State Department talking points. USAID, through its "strategic communication plan," can "ensure U.S. government-funded efforts are effectively amplified throughout the country" through their network of CSOs and human rights" groups.

Two Prominent Speakers at the Summit are Directly tied to CSSP

This facade was at play in the summit.

The first speaker at the summit whose organization is directly involved in the CSSP is Kesner Pharel, chief executive director of the consulting firm *Group Croissance*. Pharel helped to organize the summit and also hosts the *Grand Rendez-vous Economique* program on Radio Télé Métropole.

Group Croissance is listed as one of the "partners" to Papyrus, which is managing the implementation of USAID's CSSP.

USAID identifies Papyrus as one of their "local partners" in Haiti.

Papyrus is a private, for-profit "limited liability management company" that has been operating in Haiti since 2007 and has collaborated with USAID to operate "several high-value and high-visibility projects for the private and donor sectors in Haiti."

Founded in 1994, *Group Croissance* has managed several USAID projects. Their website also highlights their work for the World Economic Forum and prominently features DevHaiti, a USAID publication that focuses on economic development in Haiti.

A USAID background document explains that *Group Croissance* will play a middle-man role between USAID, the Haitian government, and selected CSOs. Papyrus and *Group Croissance* "will stay informed" of the Haitian government's "territorial priorities and plans" in order to help "identify opportunities for CSO collaboration and build broad-based alliances."

The second speaker whose organization is involved in the CSSP is Dr. Guerda Nicolas, the president of Ayiti Community Trust (ACT). Based in Miami, Florida, ACT is a Foundation whose mission is to "support and sustain development innovation in Ayiti in the areas of civic education, environment, and entrepreneurship."

The same background document explains that the CSSP "will channel a significant portion of program funds to CSOs in the form of grants and will rally key diaspora resources via private foundations like Ayiti Community Trust."

ACT's focus on entrepreneurialism seems to align with USAID's focus on "market-based," neoliberal policies.

ACT's main partner is the Miami Foundation, but also *Le Grand Fondation d'Haiti* (GFH), which was organized and founded by USAID.

A report titled "Haiti's New Konbit To Compete 2020" explains that USAID, under its Konbit program, aims to "educate and motivate Haiti's philanthropic community to better target and leverage their social investments." The report explains that "Konbit facilitated the creation of a formal alliance of Haitian foundations and social enterprises called *La Grande Fondation d'Haïti* (GFH)."

The Haitian Times was contacted directly to learn more details about the summit, but they did not respond before publication.

It is unclear exactly how this network of organizations is linked to USAID's plan on redirecting Haitian remittances. For now, the trajectory of these USAID-funded organizations is to align with USAID's "market-based" approach to development.



Three unidentified panelists at the Apr. 6-7 "International Financial Summit" in Miami where redirecting remittances was discussed.

***The Haitian Times* and the PHTK Tax on Remittances**

In 2011, Michel Martelly's PHTK government illegally imposed a tax on remittances.

In September 2018, Haiti's central bank, the Bank of the Republic of Haiti (BRH), published a report on the revenues collected by the tax of $1.50 on most international money transfers to or from Haiti since the tax was imposed. According to the report the tax had generated $120.13 million. These funds were meant to support education in Haiti.

Martelly was accused of redirecting millions from the education fund into his pockets and to build a lavish beach mansion.

The Haitian Times founder Garry Pierre-Pierre is a vociferous critic of the remittance tax. In an April 2022 op-ed, Pierre encouraged the Haitian diaspora to "escalate the situation" by demanding that the Haitian government "rescind the fee on the transfers." He also suggested Haitians in the diaspora "cut the purse strings" and "stop sending remittances to Haiti."

This editorial position may explain *The Haitian Times'* enthusiastic coverage of the summit and the suggestion that remittances to Haiti undergo a "strategic shift" away from providing for "immediate consumption such as food" to, as Telfils described, "explore new markets and establish beneficial partnerships."

USAID and the Gates Foundation Aim to Capture "Financial Services" in Haiti

According to an IDB study, USAID has had an interest in remittances in Latin America generally since 2000.

In 2011, the Gates Foundation and USAID awarded $2.5 million to the cell-phone giant Digicel and its partner Scotia Bank for mobile money services, which allows customers to use their mobile phones to make deposits and withdrawals at retail outlets and transfer money between *Tcho Tcho* (money) accounts.

According to a press release by the Gates Foundation, "the award was made through the Haiti Mobile Money Initiative (HMMI), a $10 million effort established by the Gates Foundation and USAID to jump-start mobile financial services in Haiti and expedite the delivery of cash assistance by humanitarian agencies to victims of last year's devastating earthquake," while it also "recognizes Digicel for launching Tcho Tcho Mobile, the first mobile money service" in Haiti.

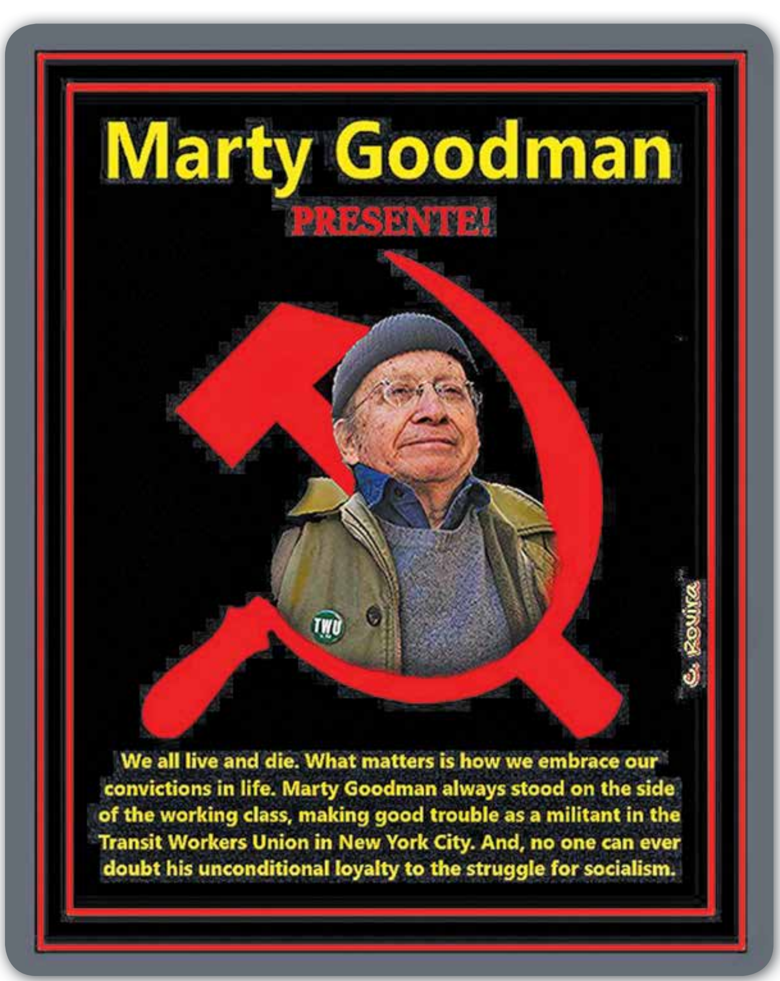
USAID's interest in rallying Haitians to use Digicel – a USAID partner – for their mobile banking may not have triggered suspicion in 2011, because there were many initiatives in the aftermath of the Jan. 12, 2010 earthquake that devastated the region around

suite à la page(16)



Bernice Charles, the CEO of Cosmos Solution, was one of the organizers of the Miami Summit.

EN SOUVENIR DE MARTY GOO
CLASSE OUVRIÈRE ET SOCIA



Marty Goodman, socialiste révolutionnaire, ouvrier bolchevique, syndicaliste militant, leader anti-impérialiste/anti-guerre, défenseur des libertés civiles, combattant antiraciste et passionné de jazz.

Par Jeff Mackler

Marty Goodman, socialiste révolutionnaire, ouvrier bolchevique, syndicaliste militant, leader anti-impérialiste/anti-guerre, défenseur des libertés civiles, combattant antiraciste et passionné de jazz, est décédé fin mars 2024 d'une crise cardiaque. Il avait 74 ans.

Les amis, camarades et militants syndicaux de Marty célébreront sa vie extraordinaire le vendredi 7 juin, de 18h à 21h, au siège de la section locale 100 du Syndicat des travailleurs du transport de Marty (TWU), 195 Montague St, 3e étage, Brooklyn, NY 11201.

Parrainée par *Socialist Action et la section locale 100 du TWU*, auxquelles Marty a consacré environ quatre décennies de sa vie, la célébration commémorative de Marty est co-parrainée par *l'UNAC (Coalition nationale anti-guerre), la Défense nationale Julian Assange, le journal Haïti Liberté, Coalition Cuba Sí New York-New Jersey* et *Mobilisation pour la libération de Mumia Abu-Jamal.*

Marty a consacré sa passion, son enthousiasme, ses compétences et son énergie en matière de leadership à ces organisations et à d'autres organisations syndicales et de justice sociale. Parmi les partisans de la réunion commémorative de Goodman figurent également le Parti socialiste de la liberté et le Comité du Front uni pour un parti travailliste.

Un peu petit en stature physique, Marty était un géant inégalé dans sa participation physique aux événements du mouvement, assistant souvent à 2, 3, 4 ou 5 rassemblements, lignes de piquetage, marches, forums publics et événements du mouvement quotidiennement ! Les associés de Marty ont souvent fait remarquer qu'ils assistaient rarement à des événements où Marty n'était pas présent, généralement avec une pile de journaux socialistes et/ou son bulletin hebdomadaire *Socialist Action* et des fiches d'information sur la solidarité sur les questions critiques de l'heure.

Journaliste/activiste socialiste incisif et prolifique, les engagements durables de Marty l'ont amené dans des endroits lointains à travers le monde. Il visitait fréquemment Haïti assiégé et collaborait à *Haïti Liberté* dont le siège de la publication est basé à New York.

« L'enfer qu'est Haïti »

Son livre de 2020, *« L'enfer qu'est Haïti : 200 ans de racisme et d'intervention impérialiste »*, raconte les horreurs historiques et présentes imposées à Haïti et aux réfugiés haïtiens par le gouvernement américain.

Il y a près d'un demi-siècle, alors que Marty était un jeune activiste politique dans le sud de la Floride, il s'est joint à la direction des organisations de solidarité haïtiennes nouvellement créées qui se sont mobilisées pour s'opposer à l'expulsion massive par l'administration Reagan de réfugiés haïtiens, qui avaient fui le pays dictatorial soutenu par le gouvernement américain.

Marty a écrit : « *L'histoire de la lutte contre la déportation raciste des Haïtiens, les occupations criminelles des États-Unis et de l'ONU et la surexploitation du travail haïtien est longue. Il suffit de dire qu'il faut le considérer dans le contexte de 200 ans d'impérialisme américain et de son jumeau maléfique, le racisme. Ne vous y trompez pas, cet outrage porte indéniablement les marques de dents de deux méchants tout aussi voraces, les partis démocrate et républicain, les deux représentants du système capitaliste lui-même ! »*

« Les trois quarts de la population haïtienne vivent avec 2 dollars américains ou moins par jour… » Marty a écrit. « *Le travail dans les ateliers clandestins se développe en Haïti, où les patrons affichent régulièrement un salaire minimum de misère et bafouent les droits des travailleurs. »*

Le fait de raconter l'histoire révolutionnaire d'Haïti et de s'organiser pour s'opposer aux guerres d'intervention américaines, y compris les nouveaux plans d'intervention et de conquête des États-Unis et de l'ONU dans l'intérêt de l'élite patronale américaine d'aujourd'hui, a toujours été au premier plan des priorités de Marty. *« Haïti est née d'une révolution, la première et la seule révolution esclavagiste réussie au monde (1791-1804) »*, écrit-il. « *Elle a été gagnée les armes à la main et a bouleversé le monde, pas moins que la révolution russe en son temps. Les révolutionnaires haïtiens sont entrés dans le sud esclavagiste des États-Unis pour promouvoir la rébellion. »*

Les amis de Marty en Floride ont organisé la semaine dernière un mémorial à Miami auquel ont participé 25 militants haïtiens, qui se sont souvenus des contributions de Marty, il y a plusieurs décennies. Face aux menaces d'aujourd'hui d'intervenir à nouveau en Haïti, Marty a déclaré dans des tracts : *« États-Unis/ONU hors d'Haïti et restez à l'écart ! Autodétermination pour le peuple d'Haïti ! Construisons la solidarité Haïti dans le ventre de la bête !*

Liberté palestinienne

La critique du livre Socialist Action de Marty du 27 décembre 2023 sur Rashid Khalidi, « *La guerre de cent ans contre la Palestine : une histoire du colonialisme et de la résistance des colons 1917-1921 »* est un autre exemple frappant de sa passion pour la compréhension de l'histoire comme guide d'action.

Marty a écrit : « *J'ai grandi dans un foyer juif ouvrier du sud de la Floride dans les années 1950 et 1960. Comme d'autres Juifs que je connaissais, j'étais terrifié par ce qui semblait être une mer d'Arabes haineux contre les Juifs et menaçant le pauvre Israël pacifique. Mais en lisant le journaliste emblématique de gauche I.F. Pierre sur Israël, il m'a aidé à me sortir de mon profond sommeil. En approfondissant le bilan sanglant d'Israël – difficile à obtenir à l'époque – j'ai découvert que la propagande sioniste dans laquelle j'ai grandi n'était que des conneries. »*

Marty, qui manquait rarement une manifestation à New York pour protester contre le génocide sioniste en Palestine soutenu par les États-Unis, a poursuivi : « *Aujourd'hui, heureusement, davantage de ressources en anglais sont disponibles. Le nouveau livre de Rashid Khalidi apporte une contribution extraordinaire à une liste croissante de littérature honnête sur le sionisme. Il commence par la Déclaration Balfour de la Grande-Bretagne de 1917, qui a cédé une part disproportionnée de son « mandat palestinien » colonial aux Juifs, qui ne représentaient que 6 % de la population. 90 pour cent de la région était arabe. La Déclaration Balfour ne mentionne même pas les peuples arabes en Palestine. »*

La longue critique de Marty conclut : *« Rashid Khalidi nous a donné un outil puissant pour dénoncer et vaincre les mensonges racistes du sionisme. L'ensemble du mouvement pour la justice en Palestine lui est redevable. »*

Défenseur des libertés civiles et des droits démocratiques

La maxime historique du Parti travailliste, *« Une blessure faite à un seul est une blessure faite à tous »*, était le credo de Marty. Il a présidé des rassemblements de solidarité en faveur de l'avocate des libertés civiles persécutée et emprisonnée, Lynne Stewart. Il a assisté sans relâche pendant 40 ans à chaque mobilisation de Philadelphie en faveur du combattant révolutionnaire innocent et encadré par la police, Mumia Abu-Jamal. Jusqu'à son dernier jour, il a siégé au comité directeur national d'Assangedefense.org, ne manquant jamais une mobilisation nationale à Washington, D.C. pour exiger la liberté de Julian Assange et défendre sa liberté d'expression et ses droits de la presse.

Webinaires de Socialist Action

Marty a joué un rôle central dans la planification des webinaires en cours de *Socialist Action* sur un large éventail de questions critiques. Son amitié et sa collaboration avec les principaux dirigeants du mouvement, gagnées par son front uni toujours inclusif et son soutien non sectaire à chaque cause du mouvement, ont amené un large éventail de combattants de premier plan à nos événements, axés sur Haïti et la Palestine, le mouvement ouvrier et la solidarité cubaine. , les libertés civiles, les luttes anti-guerre-anti-impérialistes-antiracistes, la politique socialiste et bien plus encore.

Marty a planifié et aidé à préparer le webinaire populaire de *Socialist Action* l'année dernière, « *La Palestine sera libre, du fleuve à la mer »*, avec le dirigeant palestinien Lamis Deek, le coordinateur national de l'UNAC Joe Lombardo, la rédactrice en chef d'Electronic Intifada Nora Barrows Friedman et cet écrivain.

Dirigeant militant syndical

Marty a passé plus de trois décennies en tant qu'agent de poste de péage de la ville de New York et militant/dirigeant de la section locale 100 du Syndicat des travailleurs du transport. Il a été élu au conseil d'administration du syndicat il y a environ 25 ans, obtenant ainsi le total de voix le plus élevé du syndicat. « *Tout le monde connaissait Marty »*, a déclaré Alan Saly, chef des publications du TWU et ami de longue date de Marty, qui a raconté que pendant la campagne électorale de Marty pour le conseil exécutif du syndicat, il s'était personnellement rendu et avait distribué ses documents de campagne dans chaque station de métro du réseau de transport en commun de New York, système, soit à quelque 472 stations !!! Lorsque j'ai expliqué à Marty que sa proposition n'était pas réalisable, il a respectueusement exprimé son désaccord et a procédé à sa réalisation.



Marty Goodman a consacré sa vie à contester le régime capitaliste, à organiser les travailleurs aux États-Unis et partout dans le monde

Solidarité ouvrière

Marty a déployé des efforts considérables pour rejoindre toutes les lignes de piquetage syndicales, de l'UAW aux Teamsters, en passant par les mobilisations récentes du SAG et de l'AFTRA. Construire la solidarité syndicale et le pouvoir syndical a toujours été sa préoccupation centrale, mais toujours avec une touche critique. Son récent dépliant défendant la récente grève de l'UAW concluait en gras : *« Solidarité avec la grève de l'automobile ! Mobilisez le travail ! Etendez la grève à toutes les usines ! Détruisez le système de niveaux, les réductions de retraites, les escroqueries salariales et toutes les concessions ! »*

Déconseillant toujours la subordination des travaillistes aux partis jumeaux du capitalisme, Marty a dénoncé la récente déclaration de soutien de la nouvelle direction de l'UAW à la campagne Biden et a réitéré son plaidoyer de toute une vie en faveur d'un mouvement ouvrier américain massivement élargi et organisé démocratiquement, en alliance avec tous les opprimés et exploités. , ainsi que la formation d'un Parti travailliste indépendant pour défendre la cause des travailleurs sur les lieux de production et dans l'arène politique.

La législation antisyndicale de Biden sur la grève des cheminots

Le 7 décembre 2022, à la suite de l'adoption par l'administration Biden d'une législation technique mettant fin à une grève prévue des cheminots nationaux, l'article de Marty titrait : « Poignardé dans le dos : Biden signe un ordre antisyndical ! Défendons le droit de grève ! Les travaillistes ont besoin de leur propre parti ! Sa dénonciation cinglante du coup écrasant de Biden a commencé ainsi : « Après que les syndicats ont gaspillé des millions de dollars pour soutenir les politiciens du Parti démocrate, Joe Biden, « pro-syndical », a poignardé les cheminots dans le dos. Les partis démocrate et républicain ont massivement soutenu l'accord pourri négocié par Biden, les compagnies ferroviaires et les syndicats du chemin de fer. L'accord ne prévoyait même pas un seul congé de maladie payé, malgré les bénéfices records des compagnies ferroviaires – 21 milliards de dollars jusqu'à présent cette année seulement ! Au moins quelques jours de maladie payés sont répandus sur la plupart des lieux de travail aux États-Unis, même s'il n'y a aucune obligation légale de le faire, contrairement à tous les grands pays occidentaux. Les cheminots travaillent généralement à l'extérieur, parfois par temps glacial. Sans congés de maladie payés – et avec le Covid qui tue encore des centaines de personnes chaque jour – l'accord de Biden est tout simplement inhumain ! »

Abolissez la loi de Taylor !

Marty a toujours été un opposant à la loi antisyndicale Taylor de l'État de New York de 1966, qui interdit toutes les grèves des fonctionnaires et impose des amendes quotidiennes draconiennes de plusieurs millions de dollars aux syndicats et aux individus qui osent la défier. Il a écrit *« La loi antisyndicale Taylor a servi à protéger Wall Street et les grandes banques new-yorkaises des revendications agressives des syndicats visant à défendre le niveau*

ODMAN : COMBATTANT DE LA
ALISTE RÉVOLUTIONNAIRE !



Dans la rue, Marty ne se lasse jamais de s'engager activement et directement dans des actions politiques.

de vie, les conditions de travail et la sécurité de l'emploi des travailleurs. » La promotion d'une grève massive, coordonnée et unie pour contester la loi Taylor est depuis longtemps au cœur de l'orientation stratégique de Marty visant à construire et à maintenir le pouvoir syndical pour faire avancer la cause syndicale.

Solidarité syndicale aux États-Unis et dans le monde

Marty s'est rendu aux confins de la ville de New York pour se joindre aux mobilisations du syndicat Amazon Labour de Chris Smalls dans leur lutte pour un contrat syndical dans l'immense entrepôt Amazon de Staten Island.

Cette même solidarité s'est manifestée lors des visites de Marty à Cuba révolutionnaire, dont la révolution socialiste de 1959 a continué de l'inspirer jusqu'à son dernier jour. Marty a travaillé en étroite collaboration avec sa Coalition Cuba Si New York-New Jersey pour renforcer le soutien à la visite de l'année dernière à l'ONU et à une grande réunion publique de solidarité en l'honneur du président cubain Miguel Díaz-Canel.

Il a traversé l'Atlantique où il s'est joint à nos camarades du Quatrième Mouvement international anticapitaliste (NPA) et à un contingent syndical de travailleurs des transports en grève à Paris, où un million de travailleurs français se sont mobilisés pour contester la décision du président français Macron de prolonger de deux ans l'âge de la retraite, de 62 à 64.

Et à l'autre bout du monde, au Myanmar (Birmanie), d'où l'article du journal *Socialist Action* du 27 juillet 2015, intitulé « Attaques racistes contre les musulmans au Myanmar », s'ouvrait par : *« Le régime militaire et les moines fascistes au sein du clergé bouddhiste au Myanmar mènent une guerre ethnique contre les Rohingyas, une minorité musulmane majoritairement noire vivant dans le sud-ouest du pays. Les violences contre les Rohingyas ont éclaté en 2012, incendiant des villages, faisant jusqu'à 300 morts et 140 000 personnes fuyant leurs foyers terrorisées. Il s'agit du pire exemple de nettoyage ethnique dans la région depuis des décennies. Les flics ont simplement observé la montée de la violence. Marty a marqué le « pivot » des États-Unis vers l'Asie, avec le soutien des États-Unis et de la CIA au régime du Myanmar, dans le but de déplacer l'influence actuelle de la Chine capitaliste et de son initiative « la Ceinture et la Route ».*

Défendre l'ambassade du Venezuela à Washington

Marty était au premier plan à Washington, D.C., à l'ambassade du Venezuela, pour aider à défendre et à fournir de la nourriture et des fournitures aux militants américains soutenus par le gouvernement vénézuélien, Kevin Zeese, Margaret Flowers, Adrienne Pine et David Paul. Ces défenseurs de l'ambassade, qui ont ensuite été arrêtés puis acquittés, ont insisté pour que l'ambassade du Venezuela ne soit pas violée par la police américaine et le FBI. Ils ont défendu l'ambassade du Venezuela du 10 avril au 16 mai 2019 face à des foules souvent violentes soutenues par les États-Unis, prétendant représenter Juan Gaidó, figure de l'opposition vénézuélienne corrompue et faussement nommée par les États-Unis, qui, selon les États-Unis, était le véritable président du Venezuela plutôt que Nicolas Maduro. Même si Marty a toujours été un fervent critique de la politique procapitaliste du gouvernement de Maduro, préconisant la formation d'un parti socialiste révolutionnaire pour contester la politique de Maduro, il a soutenu inconditionnellement le droit du Venezuela à l'autodétermination – à être libre de toute intervention impérialiste américaine.

« Indignation face au meurtre raciste de Jordan Neely ! Aucune confiance dans les flics, les tribunaux ou les politiciens ! Restez dans la rue ! Ce système raciste doit disparaître ! »

Tels étaient les titres du bulletin d'information de Marty suite au meurtre par un policier new-yorkais de Jordan Neely, un homme noir sans abri, le 1er mai. Marty a déclaré que « *le meurtre de Neely a révélé le fossé brutal qui existe entre les riches et les pauvres, les Noirs et les Blancs à New York. Neely est mort aux mains de l'ex-Marine Sargent Daniel Penny, qui lui a appliqué un étranglement mortel à l'intérieur d'une rame de métro F. Neely, qui souffrait d'une maladie mentale, a crié : 'J'ai faim ! Je suis prêt à mourir !' Lorsque la police est arrivée, Penny a été interrogée mais rapidement relâchée sans inculpation par la police raciste du NYPD, sans protestation du maire du Parti démocrate Eric Adams, ancien major de la police raciste du NYPD. »*

« Sans aucun doute, si c'était un homme noir qui avait étranglé un homme blanc », a insisté Marty, « *il aurait été immédiatement jeté dans une prison de New York – et aurait probablement été battu par des flics racistes en chemin !* » [Souligné en italique dans l'original]

« Dix jours plus tard, des accusations ont finalement été déposées contre Penny pour meurtre au 2e degré après beaucoup d'indignation publique et de nombreuses manifestations, y compris l'occupation de la voie ferrée où Neely est mort. »

« Le sans-abrisme est à un stade de crise », a poursuivi Marty, « avec un pic sous Bloomberg, De Blasio et maintenant Adams. New York, sous le régime du Parti démocrate, compte une population de sans-abri sans précédent de 74 000 personnes. À l'échelle nationale, sous Biden, il y a près de 600 000 sans-abri dans le pays le plus riche du monde ! Les Afro-Américains ne représentent que 13 pour cent de la population américaine, mais 40 pour cent des sans-abri. Restons mobilisés et dans la rue. Justice pour Jordan Neely ! Comme d'habitude, Marty était présent aux manifestations de Nealy.

Non à toutes les guerres impérialistes américaines ! Palestine libre!

Marty faisait partie des principaux militants et membres fondateurs de la Coalition nationale unie contre la guerre (UNAC), participant à toutes ses conférences nationales organisées dans les villes du pays au cours des 14 dernières années. S'il n'était pas décédé prématurément, il aurait été mon colocataire à l'UNAC, conférence nationale qui vient de se terminer du 5 au 7 avril à St. Paul, dans le Minnesota, à laquelle ont participé 400 militants anti-guerre à travers le pays.

Cette conférence de la MANUC projetait des mobilisations continues et toujours massives, unies et puissantes contre toutes les guerres américaines et en particulier contre la guerre génocidaire soutenue par les États-Unis contre le peuple palestinien. Jour après jour, Marty manquait rarement de participer à la multitude de manifestations à New York condamnant le soutien des États-Unis au régime raciste, sioniste, colonial et d'apartheid israélien. Il faisait souvent partie des orateurs respectés et inspirants des manifestations. La brochure de plusieurs pages de la conférence de Saint-Paul, contenant le projet de résolution de la MANUC, les positions politiques adoptées antérieurement et l'ordre du jour de la conférence, s'est ouverte sur un bref reportage photo commémorant Marty et honorant ses contributions.

Non à la guerre par procuration entre les États-Unis et l'OTAN en Ukraine contre la Russie

Le bulletin d'information de Marty sur l'Ukraine contient une section intitulée « *Les tireurs d'élite fascistes sur les toits de Maidan* ». Il résume les origines de la guerre par procuration entre les États-Unis et l'OTAN contre la Russie à un moment où la gauche américaine était profondément divisée sur cette question cruciale.

Marty a écrit : « *La tragédie ukrainienne d'aujourd'hui a commencé en février 2014 lorsque des tireurs d'élite fascistes sur les toits ont ouvert le feu sur des manifestants de Maidan initialement rassemblés pour résister aux mesures d'austérité du gouvernement de Victor Ianoukovitch. Les fascistes ont assassiné 100 personnes de sang-froid, [la rédaction : cela est attesté aujourd'hui par les conclusions judiciaires de l'enquête officielle du gouvernement ukrainien il y a quelques semaines], y compris certains des leurs, pour faire bonne mesure. Ianoukovitch, le président élu, a été immédiatement blâmé et mis au pilori par les grands médias du monde entier. Il a fui pour sauver sa vie. »*

Le dépliant de Marty se poursuivait avec le sous-titre et les paragraphes suivants :

Coup d'État fasciste soutenu par les États-Unis en Ukraine

« Peu importe que la représentante américaine auprès de l'Union européenne, Victoria Nuland, ait révélé par inadvertance que les assassins sur les toits étaient du type fasciste du parti Svoboda et du secteur droit et non de l'armée de Ianoukovitch. Les voyous fascistes armés venus de toute l'Ukraine et d'ailleurs pour dominer les événements de Maïdan, avec le sénateur américain John McCain partageant la scène avec des orateurs fascistes et Nuland distribuant en plus des biscuits de l'amitié américaine. Les voyous armés ont pris d'assaut le parlement ukrainien, la Rada, ont interdit l'entrée aux deux partis les plus importants et majoritaires, se sont déclarés nouveau gouvernement et ont immédiatement approuvé une série de « lois » réactionnaires tout en se désignant eux-mêmes, y compris des personnalités pro-nazis, à la tête de cinq partis, ministères gouvernementaux et postes élevés dans l'armée et l'économie. Ils ont interdit la langue russe dans les



écoles et les institutions publiques et ont ordonné à l'armée ukrainienne, composée de ses bataillons fascistes Azov, Aidar, Dnipro et Tornado désormais formellement intégrés, de marcher sur le Donbass à l'est pour prendre le contrôle de cette population largement russophone. . Les gangs fascistes, désormais avec l'approbation du « gouvernement », ont attaqué les manifestants anti-coup d'État à travers le pays. À Odessa, ils ont assassiné 48 manifestants putschistes, incendié un bâtiment syndical et massacré les survivants qui ont été contraints de sauter de l'édifice en flammes.» [Pour un compte rendu complet du coup d'État ukrainien mené par les fascistes et soutenu par les États-Unis, voir le livret de Socialist Action « *L'Ukraine dans la tourmente* » de cet auteur].

Une vie consacrée à la lutte contre l'impérialisme américain

Marty ne se lasse jamais de s'engager activement et directement dans des actions politiques, dans la rue, dans le mouvement de masse et dans des formats littéraires, visant à éduquer les travailleurs et travailleuses sur le fait que la source de toutes les horreurs sociales, économiques et politiques d'aujourd'hui est le système capitaliste lui-même, un système basé sur une minorité d'élite de la classe dirigeante ayant un contrôle impitoyable sur les richesses de la nation et sur toutes les institutions militaires et politiques clés.

Les États-Unis entretiennent aujourd'hui 1 100 bases militaires dans 110 pays. Il orchestre et finance quotidiennement, dans un but lucratif, des guerres de conquête et d'intervention dans le monde entier, centrées aujourd'hui sur son soutien inconditionnel au génocide sioniste en Palestine, à la guerre d'Ukraine contre la Russie, aux nouvelles guerres menées aujourd'hui contre la Syrie, le Yémen, la Jordanie et l'Irak. , l'Iran et au-delà. Marty n'a jamais cessé d'affirmer que les atrocités de la machine de guerre américaine incluent des guerres d'intervention directe et indirecte sur tous les continents – guerres de drones, « guerres d'opérations spéciales », guerres de sanctions, guerres d'assassinats et guerres d'embargo-blocus. Ces guerres s'accompagnent de guerres de plus en plus intenses contre les travailleurs nationaux et d'attaques de plus en plus catastrophiques contre l'environnement qui menacent la vie sur terre elle-même.

Campagnes électorales de l'Action Socialiste

Marty faisait partie des militants électoraux les plus éminents de *Socialist Action*, organisant des webinaires, des réunions publiques et des rassemblements à New York et au-delà pour promouvoir nos campagnes électorales présidentielles de 2016 et 2020. En 2020, il s'est rendu à Oakland, en Californie, pour aider à renforcer le soutien au rassemblement électoral national de *Socialist Action* « *Votez socialiste : Jeff Mackler pour le président* » auquel ont participé 100 militants.

Marty était un révolutionnaire accompli, dont les intérêts incluaient la musique, l'art et la littérature. Il avait une passion particulière pour le jazz et une vaste collection d'œuvres de musiciens de jazz, passés et présents. Il a écrit des critiques incisives, toujours avec une touche politique, de films, de concerts et de nouvelles œuvres axées sur l'histoire et la littérature du jazz.

Marty Goodman a consacré sa vie à contester le régime capitaliste, à organiser les travailleurs aux États-Unis et partout dans le monde au sein de syndicats de combat indépendants et démocratiques, à construire des partis de masse de la classe ouvrière basés sur un mouvement syndical renouvelé en alliance avec les opprimés et à la construction de partis socialistes révolutionnaires visant à gagner la grande majorité à la lutte pour l'avenir socialiste. Il faisait partie des meilleurs de l'Action Socialiste. Nous honorons sa mémoire et ses contributions à notre cause commune et nous nous engageons à poursuivre son travail.

Socialist Action 4 mai 2024

Les îles Chagos, histoire d'un crime contre l'humanité





Les Chagossiens protestent contre leur expulsion et l'impossibilité de retourner dans l'archipel des Chagos

Par Salim Lamrani*

Entre 1966 et 1973, toute la population de cet archipel de l'Océan Indien a été arbitrairement déportée de sa terre natale pour permettre l'installation d'une base militaire des États-Unis.

Depuis plus d'un demi-siècle, le peuple chagossien mène une lutte contre l'arbitraire colonial. Le 8 novembre 1965, les îles Chagos, sous souveraineté britannique depuis 1810 suite à la cession de l'archipel par la France, sont séparées de l'île Maurice. Ainsi, en 1968, Maurice accède à l'indépendance, amputée d'une partie de son territoire qui reste sous contrôle britannique. Les terres sont alors peuplées d'environ 2 000 habitants, pour la plupart descendants d'esclaves originaires de Madagascar et du Mozambique et de travailleurs venus de l'Inde.

En raison de sa position stratégique, dans le cadre de la Guerre froide, les États-Unis décident d'installer en 1966 une base militaire dans l'île de Diego García – la plus importante dont dispose Washington à l'étranger – pour une durée totale de 70 ans, soit jusqu'en 2036. Pour cela, en accord avec le gouvernement britannique, tous les Chagossiens, qui vivent sur ces terres depuis le XVIIIe siècle, sans exception, sont arbitrairement déportés vers l'île Maurice et les Seychelles entre 1966 et 1973, sans aucune possibilité de retour à ce jour. Il s'agit là d'une flagrante violation des articles 9, 13 et 17 de la Déclaration universelle des droits de l'homme de 1948. Selon l'article 9, « nul ne peut être arbitrairement arrêté, détenu ou exilé ». L'article 13 stipule que « toute personne a le droit de quitter tout pays, y compris le sien, et de revenir dans son pays ». L'article 17 rappelle que « nul ne peut être arbitrairement privé de sa propriété ». Plus grave encore, selon l'article 7 du Statut de Rome de la Cour Pénale Internationale, la « déportation ou transfert forcé de population » constitue un crime contre l'humanité.

Dans des notes confidentielles teintées de racisme, où les habitants de l'archipel sont qualifiés de « Tarzan » et de « Vendredi », Londres a clairement reconnu le caractère illégal de l'expulsion des Chagossiens, exprimant sa volonté de mettre les Nations unies devant « un fait accompli ». Pour cette raison, la communauté internationale réclame justice au nom du droit inaliénable des peuples à l'autodétermination, conformément à la Charte des Nations unies. La résolution 2066 de l'ONU du 16 décembre 1965 condamne le « démembrement du territoire de Maurice » et la « violation de son intégrité territoriale ». La résolution 2232 du 20 décembre 1965 stipule que « toute tentative visant à détruire partiellement ou totalement l'unité nationale et l'intégrité territoriale des territoires coloniaux et à établir des bases et des installations militaires dans ces territoires est incompatible avec les buts et les principes de la Charte des Nations Unies ».

Le Mouvement des non-alignés, qui regroupe 120 nations, exige également la rétrocession du territoire à Maurice et le retour des Chagossiens sur leur terre natale. Le Groupe des États d'Afrique, des Caraïbes et du Pacifique, composé de 79 pays, considère l'autorité britannique sur les Chagos comme « illégale » et demande la décolonisation totale de l'Afrique. La Communauté de développement de l'Afrique australe, comprenant 16 membres, appelle à « faire prévaloir » le droit international et la Charte des Nations unies et à décoloniser l'archipel.

Londres, soutenu pour des raisons évidentes par les États-Unis, refuse obstinément de respecter les principes élémentaires du droit international public et la Charte des Nations unies. Selon le gouvernement britannique, la base militaire est nécessaire « dans la lutte contre les défis les plus complexes et les plus urgents du XXIe siècle comme le terrorisme, la criminalité internationale, la piraterie ou toute autre forme d'instabilité ». Pourtant, le peuple chagossien, aujourd'hui contraint de résider en Angleterre, à Maurice ou aux Seychelles, n'appelle pas au démantèlement immédiat de la base, mais à exercer son droit naturel à vivre sur sa terre. Le Royaume-Uni reconnaît « que la façon dont les Chagossiens ont été déplacés hors de l'archipel des Chagos et la manière dont ils ont été par la suite traités sont honteuses et injustes ».

En juin 2017, en vertu de l'article 94 de sa Charte, l'ONU a adopté, à une majorité de 94 voix contre 15, une résolution demandant à la Cour Internationale de Justice de La Haye un avis consultatif sur le différend opposant Maurice au Royaume-Uni. L'ONU a insisté sur les conséquences en droit international « du maintien de l'archipel des Chagos sous l'administration du Royaume-Uni, notamment en ce qui concerne l'impossibilité pour Maurice d'y mener un programme de réinstallation pour ses ressortissants, en particulier ceux d'origine chagossienne ».

Le 25 février 2019, dans avis consultatif historique, la Cour Internationale de Justice a souligné que le « détachement illicite de l'archipel des Chagos » et son « incorporation dans une nouvelle colonie » ont entravé le bon déroulement du processus de décolonisation de Maurice. Elle a appelé le Royaume-Uni « à mettre fin à son administration de l'archipel des Chagos dans les plus brefs délais », enjoignant tous les États membres à contribuer au « parachèvement de la décolonisation de Maurice ».

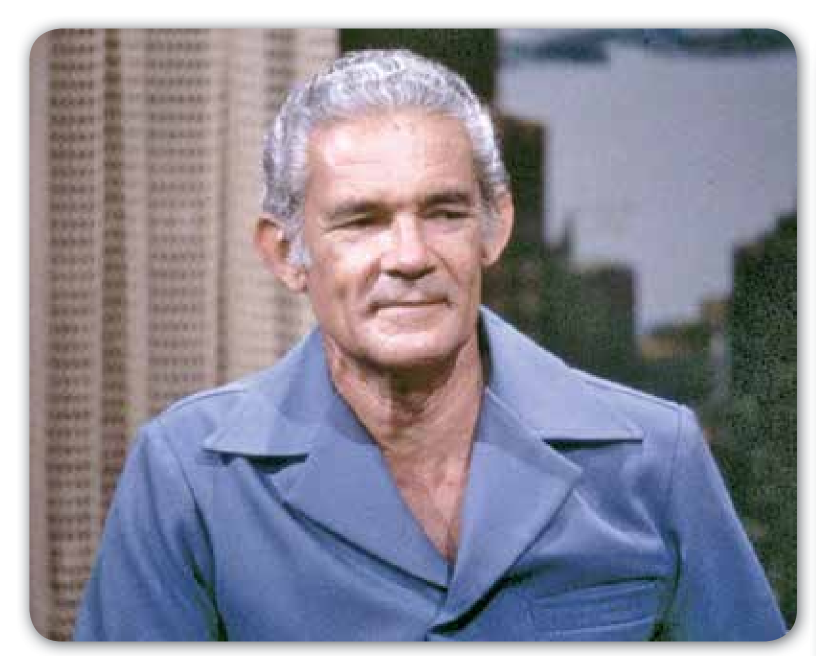
Suite à cette décision, le 22 mai 2019, l'ONU a adopté la résolution 73/295 par 116 voix contre six, reconnaissant la souveraineté de Maurice sur l'archipel des Chagos et exigeant le retrait inconditionnel de l'administration coloniale britannique dans un délai de six mois. Selon le texte, « le détachement de l'archipel des Chagos n'ayant pas été fondé sur l'expression libre et authentique de la volonté du peuple mauricien, la décolonisation de Maurice n'a pas été validement menée à bien ». Il appelle à « n'opposer aucune entrave ni obstacle à (la) réinstallation » des Chagossiens sur leur terre natale et rejette « toute disposition prise par 'le Territoire Britannique de l'Océan Indien ». À ce jour, malgré ses obligations, le Royaume-Uni refuse toujours de se plier aux règles du droit international et de respecter les résolutions des Nations unies.

* Salim Lamrani Docteur ès Études ibériques et latino-américaines de Sorbonne Université, Salim Lamrani est Professeur en histoire de l'Amérique latine à l'Université de La Réunion et spécialiste des relations entre Cuba et les États-Unis.

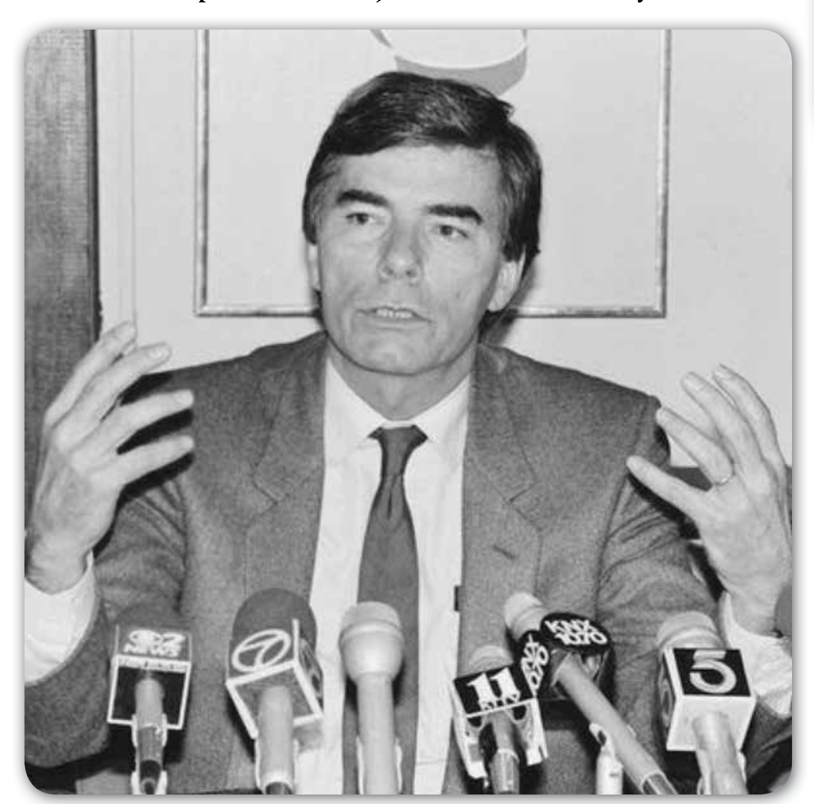
A lire, l'ouvrage de Philippe Sands : Chagos, la dernière colonie, Paris, Le Livre de Poche, 2024.

L'Humanité 10 mai 2024

La sale guerre de la CIA contre la Jamaïque


Le premier ministre jamaïcain Michael Manley


Le premier ministre jamaïcain Michael Manley avec Fidel Castro lors d'une visite à la Jamaïque du leader cubain, le 17 septembre 1977 à Montenego Bay.


Phillip Agee, ancien agent de la CIA

Après la victoire électorale du Parti National du Peuple (PNP) et l'élection du syndicaliste Michael Manley à la présidence en 1972, le nouveau gouvernement prend une série de mesures socialistes qui pour l'époque étaient considérées comme modérées : lancement d'une grande campagne d'alphabétisation, établissement pour la première fois d'un salaire minimum pour les travailleurs, éducation gratuite, réforme agraire et création de coopératives par l'intermédiaire du Conseil Coopératif des Travailleurs du Sucre, contrôle des prix des produits de base, un congé de maternité payé et du lait gratuit pour les mères, un plan de logement public, la nationalisation des compagnies d'électricité, de téléphone et de transport, la nationalisation des compagnies sucrières et de la banque Barclays, l'augmentation de la taxe sur les exportations de bauxite (exploitée par les compagnies américaines et canadiennes), la nationalisation des terrains miniers et l'augmentation de la participation de l'État dans les entreprises, par exemple l'État achètera 51% des actions de la compagnie d'aluminium Kaiser bauxite, etc.

Sur le plan international, la Jamaïque renforcera ses liens avec les processus révolutionnaires anti-impérialistes à Cuba, au Nicaragua et à la Grenade, et soutiendra les luttes d'indépendance en Afrique, comme dans le cas de l'Angola. Manley a aussi joué un rôle très actif dans l'adoption par l'ONU de la Déclaration sur l'instauration d'un nouvel ordre économique international.

Ces changements provoqueront des réactions au sein du secteur privé, certaines entreprises d'aluminium quittant le pays et d'autres commençant à utiliser des techniques de guerre économique telles que l'augmentation des prix, la rétention, la création de pénurie artificielle et la réduction programmée de l'approvisionnement en produits de base pour provoquer le mécontentement de la population. A cela va s'ajouter des sanctions internationales et le refus d'accorder au pays des crédits pour l'importation de certains produits si le gouvernement ne changeait pas de politique. De son côté, la CIA va mener une campagne de guerre psychologique en diffamant la Jamaïque au niveau international afin de détruire son secteur touristique, en annulant les vols en provenance des Etats-Unis et en diffusant toutes sortes de nouvelles alarmistes aux agences de voyage, en infiltrant et en utilisant les médias et les institutions culturelles et caritatives pour espionner, saboter et recruter des agents, en soudoyant les syndicats pour qu'ils organisent des grèves et des manifestations, et en finançant le principal parti d'opposition. En plus de cela, la CIA va organiser et soutenir des groupes paramilitaires et terroristes qui vont se rendre responsables d'incendies criminelles avec des cocktails Molotov, de sabotages et d'assassinats de membres du Parti National du Peuple, voire du parti d'opposition, afin d'accuser le gouvernement et de créer un climat de terreur pour paralyser le pays.

La CIA a recruté des trafiquants de drogue parmi les gangs locaux, en particulier le célèbre gang Shower Posse, les organisant en escadrons de la mort et leur fournissant des armes pour servir de tueurs à gages et d'espions en échange de fermer les yeux sur leurs activités de trafic de drogue entre la Jamaïque et les États-Unis. Phillip Agee, lui-même ancien agent de la CIA repenti, a donné les noms de plusieurs agents infiltrés en Jamaïque lors d'une conférence anti-déstabilisation tenue à Kingston ; ces agents ont été dénoncés publiquement par la publication et la diffusion de leurs coordonnées dans des milliers de tracts.

Les autorités jamaïcaines procéderont à des centaines d'arrestations, y compris de membres soudoyés et infiltrés du parti au pouvoir lui-même, et iront jusqu'à déclarer l'état d'urgence face aux attaques incessantes des escadrons de la mort. Les militants du Parti National du Peuple organisent des patrouilles d'autodéfense, barricadent les entrées de certains quartiers populaires, comme le bastion de « Trenchtown », établissent des « zones interdites », si bien que le pays est au bord de la guerre civile, avec plusieurs centaines de morts et de blessés, Parmi eux, le célèbre chanteur de reggae Bob Marley a été blessé par balle lorsqu'un groupe de tueurs à gages a attaqué sa maison en tirant 83 coups de feu. Plus tard, motivé par cet incident, il écrira la chanson « Rat race » dans laquelle il dira qu'aucun « Rasta ne travaille pour la CIA ». ....

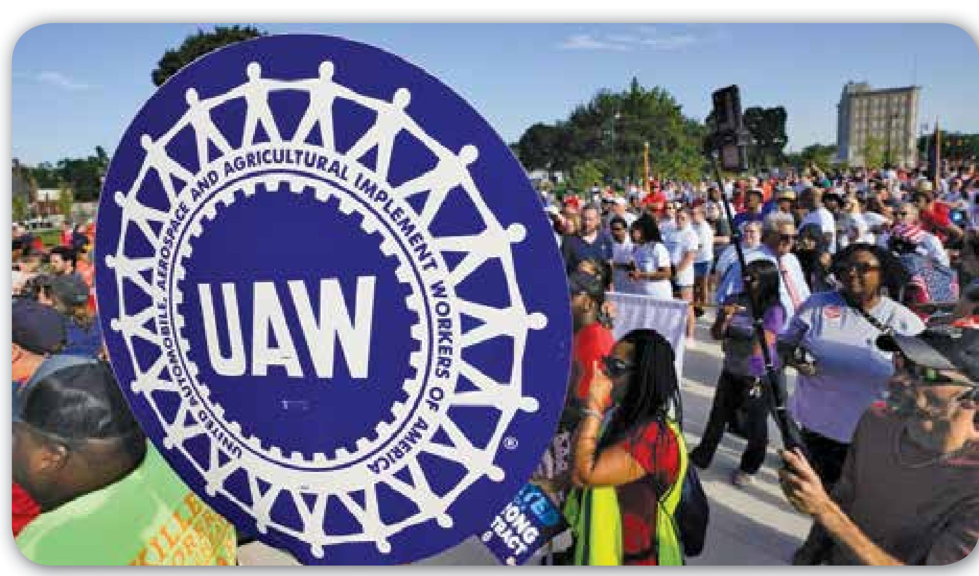
Les forces de sécurité intercepteront sur la côte une cargaison de contrebande composée de pas moins de 500 mitrailleuses et de multiples équipements de communication sophistiqués destinée aux paramilitaires anti gouvernement. Le sabotage va jusqu'à l'empoisonnement à l'insecticide d'une cargaison de farine importée, ce qui provoque 17 morts et une vague de panique.

Le président Manley lui-même subira trois tentatives d'assassinat par des agents infiltrés dans son propre service de sécurité.

Tout cela finira par contraindre le gouvernement à accepter un accord de prêt du Fonds monétaire international (précédemment rejeté), dans des conditions difficiles pour les classes populaires, dont les conditions de vie seront détériorées, ce qui augmentera le marché noir, le mécontentement et le désespoir, et conduira le gouvernement affaibli à convoquer de nouvelles élections, que l'opposition de droite finira par remporter en 1980.

Telesur – Traduction: Romain Migus
Les deux rives 27 février 2024

Comment l'UAW pourrait changer le Sud



Le logo du syndicat United Auto Workers (UAW)

Par Eve Ottenberg*

L'UAW est sur une lancée. Après avoir remporté d'énormes contrats chez les trois grands constructeurs automobiles l'année dernière, le syndicat a ensuite organisé une organisation chez Volkswagen au Tennessee le 20 avril. Ce qui est frappant, c'est que l'UAW a réussi non seulement dans le Sud, mais aussi auprès d'un constructeur automobile étranger – un double succès. . Aujourd'hui, alors que le syndicat se concentre sur le vote de 5 000 travailleurs de Mercedes en Alabama en mai, les implications plus larges de la présidence syndicale encore relativement nouvelle de Shawn Fain sont devenues claires, à savoir un changement dans la culture ouvrière dans le mouvement antisyndical et du droit à l'emploi. -travailler vers le Sud ; car si l'UAW accumule davantage de victoires dans la région, cela modifiera l'écosystème politique local. Les politiciens se retrouveront dans un environnement qui comprend une présence syndicale croissante, quelque chose qu'ils cherchent à extirper depuis des générations.

La première amélioration, la plus évidente, apportée par les victoires de l'UAW sera l'amélioration du niveau de vie des travailleurs. Une marée montante soulève tous les bateaux, disent-ils, et à mesure que les usines automobiles paient davantage et offrent une meilleure sécurité d'emploi, d'autres employeurs emboîteront le pas ou seront laissés pour compte par une ruée des travailleurs vers l'industrie automobile. Il est vrai que cette ruée prendra peut-être du temps à prendre de l'ampleur, mais elle se produira si les autres employeurs ne s'alignent pas. Ceci, bien sûr, menacera le statu quo du Sud : les gens qui ont de l'argent, les donateurs et les ploutocrates qui contrôlent les gouverneurs et les maisons d'État résisteront, mais à long terme, il est plus simple d'augmenter les salaires que d'essayer de retenir la mer. Ainsi, si l'UAW organise véritablement son industrie dans tout le Sud, la vie de nombreux non-travailleurs de l'automobile s'en trouvera améliorée.

Un autre changement est qu'une présence de l'UAW incitera les gens désireux de faire appel aux membres syndicaux dans la mêlée politique. Certains gagneront. Et leurs programmes seront plus généreux envers les gens ordinaires sur les questions économiques fondamentales qu'ils ne le seraient sans un Sud modifié. Ces politiciens commenceront à légiférer dans l'intérêt des travailleurs. Leur popularité en encouragera d'autres. Même si ce processus peut prendre des années, il reste très probablement le résultat d'une masse d'électeurs syndiqués et d'un nombre toujours plus grand de personnes dans le cercle de ces électeurs.

La campagne de syndicalisation chez Mercedes Benz en Alabama a bénéficié d'un énorme coup de pouce grâce aux autres succès récents de l'UAW. Selon The Militant du 25 mars, « *les travailleurs de l'usine ont annoncé le 27 février qu'ils avaient récupéré les cartes UAW de plus de la moitié des travailleurs... L'entreprise organise des réunions obligatoires pour tenter de convaincre les travailleurs de voter non.* » Un employé, Jim Spitzley, raconte que « lorsque la récession de 2008 a frappé... ils ont licencié 1 500 travailleurs. Malgré les promesses de l'entreprise, ils ne sont jamais revenus. Au lieu de cela, de plus en plus de travailleurs ont été embauchés comme intérimaires, et il a fallu jusqu'à huit ans pour qu'ils soient embauchés comme employés réguliers. Nous les appelions autrefois des « *permatemps* ». Ils représentent désormais 15 à 20 % des effectifs. L'entreprise a également instauré une configuration à deux niveaux en 2010, dans laquelle les nouvelles recrues bénéficient d'un salaire et d'avantages inférieurs.

The Militant rapporte qu'après les grèves de l'UAW de l'automne dernier, Mercedes a abandonné les deux niveaux et a augmenté les primes et, de manière marginale, les salaires. Ces mesures ne suffiront cependant peut-être pas à contrecarrer la stratégie plus large du syndicat visant à organiser les usines automobiles dans le Sud. « *L'UAW s'est engagé à dépenser 40 millions de dollars pour élargir ses rangs et inclure davantage de travailleurs des batteries automobiles et électriques* », a écrit Bob Bussel dans CounterPunch le 23 avril. Cet argent est destiné « *à de nombreux employés dans le Sud, où l'industrie gagne rapidement du terrain* ».

Vous pouvez également parier que le syndicat gagne rapidement du terrain. Même si Volkswagen a augmenté les salaires de 11 pour cent, cela n'a pas vaincu l'UAW. Le 19 avril, selon Labor Notes, « le vote était de 2 628 en faveur de la formation d'un syndicat contre 985 contre », sur 4 326 salariés éligibles au vote. C'est une victoire syndicale massive. « *Les efforts précédents dans cette usine en 2014 et 2019 se sont soldés par de légers échecs.* » Les travailleurs « ont rejeté les menaces selon lesquelles un syndicat rendrait l'usine moins compétitive et la mènerait à sa fermeture. Après tout, VW a investi ici 800 millions de dollars en 2019 pour produire l'I.D. SUV électrique. Un membre du comité d'organisation a prédit la syndicalisation chez Mercedes « *et cela créera une dynamique pour Hyundai et Toyota* ». Les travailleurs de VW ont également ignoré l'avertissement du gouverneur républicain du Tennessee, Bill Lee, de ne pas *« risquer leur avenir »* en votant pour se syndiquer et de ne pas perdre « *la liberté de décider eux-mêmes et de confier cela à un négociateur en leur nom* ».

Les premiers éléments constitutifs du succès de l'UAW chez Volkswagen ont été ses multiples victoires avec les Big Three l'année dernière. Le 29 novembre, le syndicat a annoncé son projet d'organiser entièrement l'industrie automobile, qu'il n'aurait pas pu commencer à mettre en œuvre sans ses succès historiques en matière de contrats de 2023. Elle avait d'abord bouclé les négociations avec Ford, puis le 28 octobre avec Stellantis, où elle avait fait grève pendant 44 jours. « *Nous avons réalisé ce qu'on nous disait impossible il y a quelques semaines à peine* », a déclaré Fain, le leader phénoménal et ingénieux de l'UAW, à propos de ses victoires : une augmentation de 25 pour cent sur quatre ans et demi, une augmentation de salaire de 11 pour cent lors de la ratification, une augmentation des salaires de 150 pour cent pour les intérimaires, une augmentation de 37 pour cent du salaire le plus élevé, une augmentation de 68 pour cent du salaire de départ, ainsi que la sauvegarde des emplois à l'usine de Belvedere, dans l'Illinois, dont la fermeture était précédemment prévue. Et puis vint l'accord avec G.M., également excellent pour les travailleurs.

Ces contrats avec les Trois Grands expirent tous le 1er mai 2028, lorsque Fain a appelé à une grève générale. « *Nous devons payer pour nos péchés du passé* », a déclaré Fain en janvier. « *En 1980, lorsque Reagan a licencié les employés de Patco, tout le monde dans ce pays aurait dû se lever et s'en sortir. Nous avons raté l'occasion à ce moment-là, mais nous ne la manquerons pas en 2028. C'est le plan. Nous voulons une grève générale. Nous voulons que tout le monde s'en aille, comme c'est le cas dans d'autres pays. Cela signifie d'autres syndicats dans d'autres secteurs. Tous les travailleurs syndiqués et peut-être aussi ceux qui ne sont pas syndiqués. Tout le monde.* »

D'ici là, nous espérons que l'UAW aura décroché des contrats dans tout le sud des États-Unis. Le gouverneur de l'Alabama, Kay Ivey, a déjà tiré la sonnette d'alarme en affirmant que les syndicats s'attaqueraient au « modèle de réussite économique de l'Alabama ». C'est un modèle qui dépend de bas salaires et d'un contrôle zip, zilch, nada pour les travailleurs lorsqu'il s'agit de traiter avec le patron. Et c'est un modèle que les travailleurs de l'automobile ont raison de contester. « *Si les travailleurs de l'Alabama votent oui, les travailleurs de Caroline du Sud pourraient se lever ensuite chez Mercedes à Charleston, chez Volvo à Ridgeville et chez BMW à Greer* », rapportait Labor Notes le 30 avril. Sans surprise, les suggestions selon lesquelles Fain s'engagerait plus profondément en politique ou même se présenterait pour le président américain à une date ultérieure sont déjà apparus sur Internet. Bien sûr, pour l'instant, on a besoin de lui là où il se trouve, dans le mouvement syndical. Mais sur la base de ses réalisations jusqu'à présent, il s'agirait déjà d'une candidature de premier ordre à n'importe quelle fonction gouvernementale ; et s'il organise l'industrie automobile dans le Sud, elle deviendra électrisante.

***Eve Ottenberg** est romancière et journaliste. Son dernier livre est Lizard People. Elle peut être contactée sur son site Web.

Counterpunch
10 Mai 2024

PAR CES MOTIFS

Le tribunal, après examen et sur les conclusions du ministère public entendu maintient le défaut octroyé contre son épouse à l'audience précitée pour le profit déclare fondée ladite action. Admet en conséquence le divorce du sieur Sonel LEANDRE d'avec son épouse née Jeacette ULYSSE pour injures et publiques; en conséquence admet la dissolution des liens matrimoniaux ayant existé entre lesdits époux. Ordonne à l'Officier de l'Etat Civil de la commune de Cavaillon de transcrire sur les registres à ce destinés, le dispositif du présent jugement dont un extrait sera inséré dans l'un des quotidiens s'éditant à la capitale sous peine de dommages intérêts envers le tiers s'il y échet. Compense les dépens.

Ainsi jugé et prononcé par nous Me Osmond CASTOR Juge en audience civile ordinaire et publique du vingt Mai deux mille vingt-deux, en présence de Me Holitha JACQUET, Substitut Commissaire du gouvernement de ce ressort avec l'assistance du Greffier Jean Claude NOVEMBRE.

Il est ordonné etc........

En foi de quoi....etc.......

PAR CES MOTIFS

Sur les conclusions, en grande partie conformes du Ministère public déclare constant et pertinent, le délit d'escroquerie reproché au prévenu Maxeau Cassamajor dont défaut a été octroyé contre lui faute de comparaître et de conclure qu'il en est coupable comme auteur ; en conséquence condamne le cité à deux ans d'emprisonnement, le condamne à la restitution de la somme de seize mille dollars américains escroquée, le condamne également à mille deux cent dollars américains de dommage intérêt pour les préjudices causés au requérant qu'au regard des dispositions des articles 1168,1169 du code civil Haïtien ; le condamne enfin à mille dollars américains aux frais et dépens de la procédure. Le tout, aux termes des articles 337 du code pénal Haïtien, aux termes des articles 1168 1169 du code civil Haïtien et 170 du code d'instruction criminelle, dont lecture a été déjà donnée. Commettra l'huissier Patrick Henry pour la signification du jugement.

Ainsi Jugé et prononcé par nous Me Bonel Amédé, juge en présence de Me Rousseaux Lubin du Commissaire du Gouvernement de ce ressort avec l'assistance du sieur Lenz Castor, Greffier du siège ce jour vingt huit Novembre 2023, An 219ème de l'Indépendance.

Il ordonné.....etc....

En foi de quoi.....etc....

Lenz Castor, Greffier

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après avoir délibéré au vœu de la loi, statuant publiquement au nom de la République et à charge d'Appel, accueille l'action par la partie demanderesse pour être juste et fondée; maintient le défaut requis et octroyé à l'audience en vertu du prescrit de l'article 49 du code de procédure civile; ordonne l'expulsion des cités Jean Vernard, héritiers de feu Chereste Dorelus, représentés par Evelante Cotard et consorts sur la partie du terrain des requérants sise en la localité de Chambrun, section communale des Sarrazins, commune de Mirebalais; condamne les Cités, Jean Vernard, héritiers de feu Chereste Dorelus, représentés par Evelante Cotard et consorts à vingt mille (20 000) Gourdes de dommages-intérêts; les condamne aux frais et dépens de la procédure; accorde, en conséquence, l'exécution provisoire sur minute sur le chef de l'expulsion vu qu'il y a titre authentique; commet l'huissier, Jean Fortuné Michel, du Tribunal de Première Instance de Mirebalais pour la signification de la présente sentence.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Placide Agnol Fraijus, juge en audience publique et en ses attributions civiles du mardi cinq (5) décembre 2023, An 220e de l'indépendance à dix heures du matin avec l'assistance du citoyen, Jean Yvelt Marcellus, greffier de siège.

Il est ordonné à tous huissiers, sur ce requis, de mettre la présente sentence à exécution aux Officiers du ministère public près les Tribunaux civiles d'y tenir la main; à tous commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute de la présente sentence est signée du juge et greffier susdits.

Pour expédition conforme collationnée.

PAR CES MOTIFS

Le Tribunal, après avoir délibéré au vœu de la loi, statuant publiquement au nom de la République et à charge d'Appel, se déclare compétent pour connaître de la cause; maintient le défaut octroyé à l'audience contre la cité, Lausette Philoïs; déclare fondé le trouble reproché à la cité; maintient donc le requérant dans sa possession sise à Faverelle, de la section communale de Crête-Brulée, commune de Mirebalais; ordonne en conséquence, à la cité Lausette Philoïs de ne plus troubler à l'avenir la possession de ce dernier; réserve le droit au requérant de réclamer les dommages-intérêts par devant l'instance compétente; dit qu'en cas de persistance dans son acte malveillant et aux termes de l'article 1160 du code civil haïtien; la contrainte par corps sera exercé contre la cité Lausette Philoïs; commet l'huissier, Roland Désiré, du Tribunal de Première Instance de Mirebalais pour la signification de la présente sentence.

Ainsi jugé et prononcé par Nous, Me Placide Agnol Fraijus, juge en audience publique et en ses attributions civiles du mardi douze (12) décembre 2023, An 220e de l'indépendance à dix heures du matin avec l'assistance du citoyen, Jean Yvelt Marcellus, greffier de siège.

Il est ordonné à tous huissiers, sur ce requis, de mettre la présente sentence à exécution; aux Officiers du ministère public près les Tribunaux civils d'y tenir la main; à tous commandants et autres Officiers de la force publique d'y prêter main forte lorsqu'ils en seront légalement requis.

En foi de quoi, la minute de la présente sentence est signée du juge et greffier susdits.

Pour expédition conforme collationnée.

Jean Yvelt Marcellus

Greffier.

Discours de Vladimir Poutine lors du défilé militaire de la Place Rouge du 9 mai 2024

Par Vladimir POUTINE

Pour votre droit à l'information, voici le discours de Vladimir Poutine lors du défilé militaire de la Place Rouge du 9 mai 2024, jour de la Victoire sur l'Allemagne nazie.



Défilé militaire de la Place Rouge le 9 mai 2024

Chers citoyens russes ! Chers vétérans !

Camarades soldats et marins, sergents et contremaîtres, aspirants et adjudants !

Camarades officiers, généraux et amiraux !

Soldats, commandants, soldats de première ligne sont les héros d'une opération militaire spéciale !

Félicitations pour le Jour de la Victoire ! Joyeuse notre fête sacrée la plus importante, véritablement nationale !

Nous honorons nos pères et grands-pères, arrière-grands-pères. Ils ont défendu leur terre natale et écrasé le nazisme, libéré les peuples d'Europe et atteint les sommets de leur valeur militaire et ouvrière.

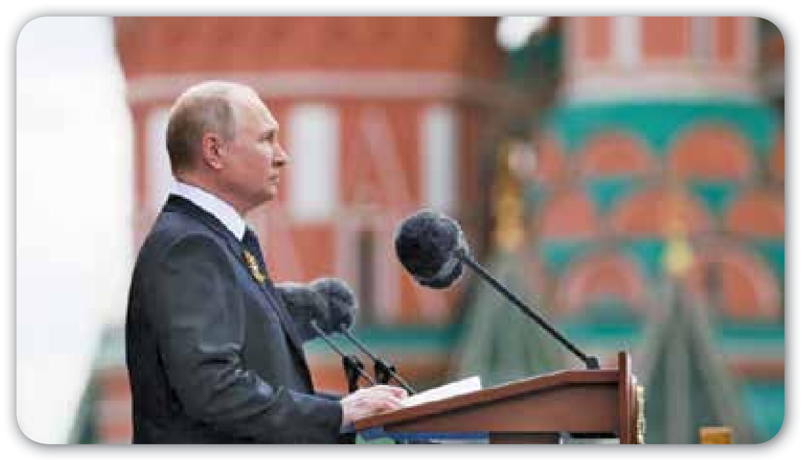
Aujourd'hui, nous voyons comment ils tentent de déformer la vérité sur la Seconde Guerre mondiale. Cela interfère avec ceux qui ont l'habitude de fonder leur politique essentiellement coloniale sur l'hypocrisie et le mensonge. Ils détruisent les monuments commémoratifs des vrais combattants contre le nazisme, mettent sur des piédestaux les traîtres et les complices des nazis, rayent le souvenir de l'héroïsme et de la noblesse des soldats libérateurs, du grand sacrifice qu'ils ont consenti au nom de la vie.

Le revanchisme, la moquerie de l'histoire, le désir de justifier les partisans actuels du nazisme font partie de la politique générale des élites occidentales visant à inciter de plus en plus de conflits régionaux, d'inimitiés interethniques et interreligieuses et à restreindre les centres souverains et indépendants du développement mondial.

Nous rejetons les revendications d'exclusivité de la part de tout État ou alliance. On sait à quoi mène exorbitante de telles ambitions. La Russie fera tout pour empêcher un conflit mondial, mais en même temps, nous ne permettrons à personne de nous menacer. Nos forces stratégiques sont toujours prêtes au combat.

En Occident, on aimerait oublier les leçons de la Seconde Guerre mondiale, mais on se souvient que le sort de l'humanité s'est décidé dans des batailles grandioses près de Moscou et de Leningrad, de Rjev, Stalingrad, Koursk et Kharkov, près de Minsk, Smolensk et Kiev, en des batailles lourdes et sanglantes de Mourmansk au Caucase et à la Crimée.

Au cours des trois premières années longues et difficiles de la Grande Guerre patriotique, l'Union soviétique et toutes les républiques de l'ex-Union soviétique ont combattu les nazis presque un à un, tandis que presque toute l'Europe travaillait pour la puissance militaire de la Wehrmacht.



Le président russe Vladimir Poutine

Dans le même temps, je voudrais souligner que la Russie n'a jamais minimisé l'importance du deuxième front et de l'aide des alliés. Nous honorons le courage de tous les soldats de la coalition anti-hitlérienne, les membres de la Résistance, les combattants clandestins, les partisans, le courage du peuple chinois qui a lutté pour son indépendance contre l'agression du Japon militariste. Et nous nous souviendrons toujours, et n'oublierons jamais, de notre lutte commune et de nos traditions d'alliance inspirantes.

Chers amis !

La Russie traverse actuellement une période de transition difficile. Le sort de la Patrie, son avenir dépend de chacun de nous.

Aujourd'hui, le Jour de la Victoire, nous nous en rendons compte avec encore plus d'acuité et de clarté et nous admirons invariablement la génération des vainqueurs – courageux, nobles, sages, pour leur capacité à chérir l'amitié et à endurer avec constance l'adversité, à toujours avoir confiance en euxmêmes et en leur pays, aime sincèrement et altruiste la patrie.

Nous célébrons le Jour de la Victoire dans le cadre d'une opération militaire spéciale. Tous ses participants – ceux qui sont en première ligne, sur la ligne de contact au combat – sont nos héros. Nous nous inclinons devant votre persévérance, votre abnégation et votre dévouement. Toute la Russie est avec vous.

Nos anciens combattants croient en vous et s'inquiètent pour vous. Leur implication spirituelle dans vos destinées et vos exploits lie inextricablement la génération des héros de la Patrie.

Aujourd'hui, nous inclinons la tête devant la mémoire bénie de tous ceux dont la vie a été emportée par la Grande Guerre Patriotique.

À la mémoire des fils, filles, pères, mères, grands-pères, arrière-grands-pères, maris, épouses, frères, sœurs, parents, amis.

Nous inclinons la tête devant les vétérans de la Grande Guerre patriotique qui nous ont quittés. Devant la mémoire des civils morts sous les bombardements barbares et les attaques terroristes des néo-nazis. Devant nos compagnons d'armes tombés dans la lutte contre le néonazisme, dans une juste bataille pour la Russie.

Une minute de silence est annoncée.

Nos chers vétérans, camarades, amis !

Le 9 mai est toujours une journée très émouvante et poignante. Chaque famille honore ses héros, regarde des photographies, des visages chers et bien-aimés, se souvient de ses proches, de leurs histoires sur la façon dont ils se sont battus, comment ils ont travaillé.

Le Jour de la Victoire unit toutes les générations. Nous avançons en nous appuyant sur nos traditions séculaires et nous sommes convaincus qu'ensemble, nous assurerons un avenir libre et sûr à la Russie, à notre peuple uni !

Gloire aux vaillantes Forces armées ! Pour la Russie ! Pour la victoire ! Hourra !

Le Grand soir 11 mai 2024

Les États-Unis menacent l'Inde de sanctions après un accord avec l'Iran !



Les États-Unis menacent l'Inde de sanctions après la signature d'un accord historique avec l'Iran sur le port de Chabahar.

Par Press TV

Quelques heures après que l'Iran a signé un accord historique avec l'Inde pour développer et exploiter sa ville portuaire de Chabahar, dans le sud du pays, les États-Unis ont averti New Delhi que *«quiconque»* envisageait de conclure des accords commerciaux avec Téhéran devait être conscient du *«risque potentiel de sanctions»*. Cela prouve une fois de plus la dépendance de Washington aux sanctions.

Lors d'un point de presse le lundi 13 mai, le porte-parole du département d'État américain, Vedant Patel, a répondu aux questions sur le dernier accord entre l'Inde et l'Iran, évoquant les représailles éventuelles de Washington au cas où New Delhi concluait des «accords commerciaux» avec Téhéran. *«Nous sommes au courant des informations selon lesquelles l'Iran et l'Inde ont signé un accord concernant le port de Chabahar»*, a déclaré Patel. «*Toute entité ou toute personne envisageant des accords commerciaux avec l'Iran doit être consciente du risque potentiel de sanctions*», a-t-il ajouté.

L'accord pour le contrat bilatéral à long terme concernant l'exploitation du port de Chabahar, le seul port maritime d'Iran, a été officiellement signé, le lundi 13 mai, entre Indian Ports Global Limited (IPGL) et l'Organisation portuaire et maritime (PMO) d'Iran.

Le contrat permet l'exploitation du port de Shahid-Behesti dans le cadre du projet de développement du port de Chabahar pour une durée de 10 ans.

Pendant la durée de ce contrat de location d'une durée de dix ans, IPGL s'est engagé à investir environ 120 millions de dollars pour améliorer les installations du port. De plus, l'Inde a accordé un crédit de 250 millions de dollars pour des projets de collaboration axés sur l'amélioration des infrastructures associées à Chabahar. *«Les sanctions américaines contre l'Iran restent en vigueur et nous continuerons à les appliquer»*, a déclaré Vedant Patel.

«Je laisserai le gouvernement indien parler de ses propres objectifs de politique étrangère vis-à-vis du port de Chabahar ainsi que de ses propres relations bilatérales avec l'Iran», a-t-il ajouté.

New Delhi réfléchit depuis longtemps à l'importance de développer un port en Asie de l'Ouest, et Chabahar fait office de porte d'entrée vers l'Afghanistan et l'Asie centrale pour l'Inde, contournant les ports de Karachi et de Gwadar au Pakistan. En tant que coentreprise indo-iranienne, le port joue également un rôle crucial dans les projets de connectivité plus vastes du corridor de transport international Nord-Sud (INSTC).

L'INSTC, créé par l'Iran, l'Inde et la Russie, sert de réseau de transport multimodal conçu pour relier l'océan Indien et le golfe Persique à la mer Caspienne via l'Iran, et s'étendre davantage vers le nord de l'Europe via Saint-Pétersbourg en Russie.

À ce jour, New Delhi a fourni au port six grues portuaires mobiles et des équipements supplémentaires d'une valeur de 25 millions de dollars. En outre, un total cumulé de 2,5 millions de tonnes de blé et 2000 tonnes de légumineuses ont été transportées avec succès de l'Inde vers l'Afghanistan via le port de Chabahar.

L'Inde considère les progrès de Chabahar comme une entreprise susceptible de concurrencer les investissements chinois dans la région pakistanaise de Gwadar.

L'Inde a accepté en 2016 de financer le développement du port iranien, mais le processus a été bloqué deux ans plus tard en raison des sanctions américaines réimposées après le retrait unilatéral de Washington de l'accord nucléaire de 2015 avec l'Iran.

La menace de sanctions s'inscrit dans la continuité de la politique de sanctions américaine contre l'Iran, Téhéran affirmant que Washington est «accro» à l'imposition de sanctions. Divers instituts et individus iraniens ont fait l'objet de diverses sanctions depuis la victoire de la Révolution islamique il y a 44 ans, pour diverses raisons.

Press TV 14 mai 2024

Suite de la page (9)



From left to right: Dr. Guerda Nicolas, Ayiti Community Trust's co-founder, Karine Jean-Pierre, now White House press spokeswoman, and Dr. Guitele Nicoleau, Ayiti Community Trust's executive director at the 14th Annual Haitian Ladies Brunch in October 2019.

Port-au-Prince.

This enthusiasm seems more insidious in light of the proposals to redirect – through some new form of taxation – remittances to Haiti. Many of the highlighted speakers at the summit in Miami had direct connections to the U.S. State Department via USAID, which have both, for decades, actively sought to undermine Haitian sovereignty and democracy.

The Canal Project

Washington's interest in interfering in the exchange of financial support shared between Haitian families in the diaspora and Haiti may be related to the recent completion of the irrigation canal near Ouanaminthe, Haiti. Measuring over 1.5 miles long and about 1 yard wide, it irrigates more than 7000 acres of fertile land covering the entire Maribaroux plain, redirecting water from the Massacre River that forms the border with the Dominican Republic.

This first canal was the result of a massive collaboration between hundreds of local Haitians, who tirelessly worked to construct the canal, and members of Haiti's diaspora, who paid for materials, salaries, food, and other supplies.

The canal has become a nationalist symbol and rallying cause for Haitians in and outside of Haiti.

"Let's build a canal, so that tomorrow we can build a country" (*An n bati yon kanal, demen pou n bati yon peyi*) became the slogan repeated by many encouraged by the canal's construction, which has spurred an interest in the diaspora to direct remittances to large infrastructure projects.

The first canal's success has prompted the start of construction of more canals in the region to irrigate more farmland. In a recent post on X, educator, activist, and co-founder of p4hGlobal Bertrhude Albert explained about the delivery of "over $20,000 USD worth of supplies to the second canal."

Albert told the *Miami Herald*: "We're Haitian, and this is our battle. We know that if we can build a canal today, we can build our infrastructure tomorrow, we can build up our people tomorrow. We can build up our nation tomorrow."

There is another significant feature of the canal projects: they



Dr. Bertrhude Albert leading a march on Apr. 23, 2024 celebrating the delivery of $20,000 worth of supplies for Haiti's second canal off the Massacre River.

have operated outside the control of the Haitian state and Washington's influence, financed directly by Haiti's diaspora.

The canal's success contrasts sharply with former President Michel Martelly's largely unsuccessful infrastructure projects, which saw project funds provided by Venezuela's Petrocaribe program squandered and embezzled by politicians and cronies.

Diaspora funding has also gone directly to leaders who don't appeal to Washington for support and legitimacy. In late June 2023, a diaspora committee sent Commissioner Ernest Muscadin in Miragoâne an armored SUV, whose unnamed members paid for it. Muscadin is very popular because of his tough stance against any criminal activity.

Inflation Skyrockets as Haiti Moves Closer to the Implementation of the Global Fragility Act

Washington's interest in horning in on diaspora remittances is likely to be entirely negative for most Haitians.

According to IHSI, Haiti's annual inflation rate increased to 26.7% in March 2024. The inflation rate in Haiti averaged 15.42% from 2003 until 2024, peaking at 49.3% in January 2023.

Haitians need remittances to pay for food and daily expenses, which are growing as prices skyrocket.

Truly grassroots projects like the canals could be threatened if Washington gains a greater influence over remittances sent to Haitians in Haiti.

USAID's CSSP is the tip of Washington's spear in its soft-power influence operations in Haiti. USAID, alongside the National Endowment for Democracy (NED), the Canadian government, and private foundations like the Open Societies Foundations are all looking at how to take over Haiti's finances, just as Washington did when U.S. Marines ran Haiti from 1915 to 1934.

The targeting of Haitian diaspora remittances is just one more element of the U.S. effort to maintain hegemony over Haiti by facilitating the implementation of the Global Fragility Act (GFA).

As we have outlined in many previous articles, the GFA is fundamentally a response to China and Russia, the principal challengers of U.S. global hegemony, as it seeks to make Haiti a "partner" in a 10-year "security assistance" deal.

Washington has a blood-stained record of barbarity in its dealings with Haiti over the past century, on a par with the violence it has sponsored against Palestine. If today's "soft-power" operations are not exposed and challenged, Haiti risks being forced to endure further decades of U.S. imperialist domination and savagery.

***Travis Ross** is a teacher based in Montreal, Québec. He is also the co-editor of the Canada-Haiti Information Project at canada-haiti.ca. Travis has written for Haiti Liberté, Black Agenda Report, The Canada Files, TruthOut, and rabble.ca. He can be reached on X.*

La Somalie demande officiellement à l'ONU de mettre fin à sa mission politique sur son territoire



La Somalie demande le départ de la mission d'assistance des Nations Unies MANUSOM du pays

Par Afrique Média

Les autorités de Mogadiscio ont demandé à l'ONU de mettre fin à sa mission politique présente en Somalie depuis plus de dix ans, avant l'expiration de son mandat en octobre prochain, a rapporté samedi, le site Africanews, citant une correspondance adressée au Conseil de sécurité et au secrétaire général de l'ONU, António Guterres.

Dans cette lettre, le ministre somalien des Affaires étrangères, Ahmed Moallim Fiqi, a déclaré que cette décision intervenait à la suite d'«un examen approfondi de nos priorités stratégiques».

Le mandat actuel de la mission, connue sous le nom de MANUSOM (Mission d'assistance des Nations unies en Somalie) prend fin le 31 octobre. Ahmed Moallim Fiqi a demandé «la conclusion rapide des procédures nécessaires pour mettre fin à la mission avant la fin du mandat».

La MANUSOM a été créée en juin 2013 par le Conseil de sécurité pour soutenir les autorités dans la transition vers la démocratie, après plus de 20 ans de guerre civile provoquée par la chute du dictateur Mohamed Siad Barre en 1991.

Selon Africanews, la mission politique onusienne a travaillé en collaboration avec les soldats de maintien de la paix de l'Union africaine, dont la mission de transition ATMIS, a réduit sa présence et devrait déléguer les responsabilités en matière de sécurité aux forces somaliennes à la fin de l'année.

En novembre dernier, le Conseil de sécurité a suspendu le retrait de l'UA pendant trois mois à la demande de Mogadiscio en raison des combats avec le groupe rebelle al-Shabab. La Somalie, qui occupe la Corne de l'Afrique, est en proie à l'insécurité depuis des années, les principales menaces émanant d'al-Shabab et du groupe terroriste Daech.

Le groupe al-Shabab combat depuis 2007 le gouvernement somalien et la Mission de transition de l'Union africaine en Somalie (ATMIS), une mission multidimensionnelle agréée par l'Union africaine et mandatée par le Conseil de sécurité des Nations unies. «Al-Shabab» est un mouvement rebelle armé, créé en 2004 et affilié idéologiquement à Al-Qaïda. Il a revendiqué de nombreuses opérations terroristes contre des cibles sécuritaires, politiques et civiles qui ont fait des centaines de morts.

Les rebelles Shabab contrôlaient la capitale jusqu'en 2011, date à laquelle ils en ont été chassés, mais ils restent implantés dans de vastes zones rurales du centre et du sud du pays. Le mouvement «al-Shabab» est considéré comme un groupe terroriste par Washington depuis 2008. Al-Shabab a intensifié ses attaques depuis que le président somalien, Hassan Sheikh Mohamoud, lui a déclaré une «guerre totale».

Afrique Média 13 Mai 2024

Faire de l'Argentine la nouvelle Rome du XXI ème siècle

Après avoir embrassé le drapeau israélien et interviewé le jumeau Guillermo Barros Schelloto, le président argentin Javier Milei a pris la parole lors de la Conférence mondiale, une sorte de Davos nord-américain. Il a également rencontré Iron Musk., avant d'avoir une entrevue avec le président de la FIFA, Gianni Infantino.



Le président argentin Javier Milei posant avec un drapeau d'Israël.

D'abord, le président Javier Milei s'est fait photographier posant avec un drapeau d'Israël. Immédiatement., le porte-parole Manuel Adorni l'a tweeté sur X. C'était avant de rencontrer Michael Milken, président de l'institut qui porte son nom basé à Beverly Hills, organisateur de la conférence mondiale. Quelques minutes plus tard, le président argentin, dans sa dissertation programmée, a assuré, entre autres choses, qu'il cherchait à « faire de l'Argentine la nouvelle Rome du XXI ème siècle. Le président s'est adressé à un groupe de cadres qui dégustaient du saumon pendant qu'il parlait. Il y avait aussi, des politiciens, des analystes, des intellectuels et des journalistes.

Le ministre de l'Économie, Luis Toto Caputo, a également célébré sur le réseau social X le fait que Milei a reçu une « ovation debout de tous les participants » de la conférence.

À la première heure, le président avait rencontré l'ancien footballeur et entraîneur de Boca, Guillermo Barros Schelloto, très proche de l'ancien président Mauricio Macri, puis il l'a fait avec l'artiste argentin Fabián Pérez qui lui a offert un tableau représentant le président habillé en Napoléon, avec le drapeau argentin derrière lui. *« Je suis ici pour vous dire que l'Argentine est prête pour un énorme défi. Je suis convaincu sans le moindre doute que l'Argentine a toutes les conditions pour être la nouvelle Mecque de l'Occident"*, a déclaré Milei. Et il a qualifié les entrepreneurs de « héros de l'histoire du progrès de l'humanité. »

Et il a ajouté : *« Si vous croyez comme moi à la supériorité du capitalisme, si vous croyez comme moi que l'Occident se dirige vers un recul lent mais certain, si vous croyez comme moi que le mérite, l'ambition, la liberté, l'innovation et l'optimisme sont des valeurs essentielles de l'espèce humaine qui doivent être récompensées, je veux vous inviter à parier sur l'Argentine ».*

Il s'est également payé le luxe de critiquer « Marx : « *Il disait, dans ce pamphlet détestable qu'il a écrit avec Engels, que le capitalisme portait en lui le germe de sa propre destruction. Espérons que, comme pour le reste des choses qu'il a écrites, il s'est trompé. »*

Il a finalement demandé : « Aidez-moi, vous qui êtes le progrès humain incarné, à faire de l'Argentine la nouvelle Rome du XXIème siècle, faire de l'Argentine une terre d'opportunités pour tous ceux qui sont prêts à habiter notre sol".

Quelque 5600 investisseurs, cadres d'entreprises de premier plan, politiciens, analystes, intellectuels et journalistes sont venus à la conférence mondiale de l'Institut Milken, considérée comme une sorte de Forum de Davos, mais basé à Hollywood. Justement, la dissertation a eu lieu dans le salon principal de l'hôtel Hilton à Beverly Hills. Il s'agit de la quatrième visite de Milei aux États-Unis depuis qu'il a été élu président.

La délégation officielle a également annoncé que Milei aurait une nouvelle rencontre avec Iron Musk lors de ce voyage, et elle, elle a eu lieu pendant la nuit aux États-Unis. Peu après avoir discuté avec le magnat, il a rencontré le président de la FIFA, Gianni Infantino.

Résumé latino-américain du 7 mai 2024
Traduction Françoise Lopez
Bolivar Infos 8 Mai 2024

Nuit d'émeutes en Nouvelle-Calédonie avant un vote à l'Assemblée nationale le 14 mai 2024



Des voitures incendiées chez un concessionnaire automobile du quartier de Magenta, à Nouméa, le 14 mai 2024.

L'archipel néo-calédonien a été la proie de violences dans la nuit du 13 au 14 mai. Pillages, attaques de gendarmes ou encore incendies de maisons ont eu cours alors que les indépendantistes rejettent la réforme de la Constitution qui doit être votée par l'Assemblée nationale.

«11 policiers et 35 gendarmes blessés, des tirs à l'arme lourde, 50 commerces et 200 véhicules incendiés» : le bilan de la nuit du 13 au 14 mai en Nouvelle-Calédonie est lourd, selon le syndicat Officiers et commissaires de police.

Après une nuit de chaos, l'heure est au décompte des voitures brûlées et des maisons incendiées ou encore de supermarchés pillés en Nouvelle-Calédonie. Les émeutes qui ont frappé l'archipel, essentiellement la ville de Nouméa et ses trois communes périphériques, ont été le fait de plusieurs centaines de jeunes.

Face à la crainte de nouveaux débordements, les autorités ont envoyé des membres du Raid, quatre escadrons de gendarmes mobiles et deux sections de la CRS 8, spécialisée dans la lutte contre les violences urbaines. Des renforts du GIGN devaient être également envoyés à Nouméa.

RT 14 Mai 2024

Venezuela : nous devons rejeter la militarisation américaine en Amérique latine et les bases de la CIA en Guyane

L'impérialisme américain en Amérique latine via SOUTHCOM menace le développement d'une véritable zone de paix dans la région.



Le secrétaire américain à la Défense Lloyd. J. Austin III et le général Laura J. Richardson, commandant du Commandement Sud des États-Unis, arrivent au quartier général de SOUTHCOM, le 25 juillet 2022. Photo : Chad J. McNeeley/DoD

La vice-présidente vénézuélienne Delcy Rodríguez a demandé aux Vénézuéliens et à tous les peuples latino-américains de rester unis et de rejeter la militarisation de la région par les États-Unis. Sur ses réseaux sociaux, elle a écrit que *« l'Amérique latine et les Caraïbes doivent continuer à être une zone de paix. Nous, le peuple, devons rejeter la militarisation américaine de notre région.»*

Parallèlement au message, elle a partagé ce dimanche 5 mai une vidéo du président du Venezuela, Nicolás Maduro, en compagnie du ministre de la Défense Vladimir Padrino, dans laquelle le dignitaire mettait en garde contre la menace que représente la Guyane pour le pays « *parce qu'ils ont fait de la Guyane l'épicentre de la plus grande menace contre la paix de l'Amérique du Sud et contre le Venezuela. »*

En ce sens, Padrino a déclaré qu'« il y a déjà 12 bases de la CIA et 14 bases secrètes du Commandement Sud, déjà sur le terrain en Guyane, les preuves seront présentées en temps voulu ». Tout comme ils ont préparé l'Ukraine contre la Russie, ils ont préparé la Guyane à cela, en nous sous-estimant, ils ne savent pas de quoi nous sommes capables face aux menaces et à tout ce qui surgit », a ajouté le ministre de la Défense dans un reportage diffusé sur *Venezolana de Télévision.*

Samedi, lors de l'inspection des exercices de campagne et des manœuvres de campagne « El Essequibo est à nous », le président Maduro a exprimé sa fierté aux soldats qui composent la Force armée nationale bolivarienne (FANB). « *Se qualifier de soldat vénézuélien, c'est dire un soldat anti-impérialiste, anticolonialiste, indépendantiste, bolivarien, et aujourd'hui plus que jamais, profondément chaviste. Ressentez dans vos poitrines la fierté d'être bolivarien et chaviste, vous êtes la génération du tricentenaire. »*

Depuis 2015, la Guyane, en violation totale des Accords de Genève de 1966, a porté le différend sur le territoire d'Essequibo devant la Cour internationale de Justice avec le soutien d'avocats payés par la transnationale pétrolière américaine ExxonMobil, sans les accords mutuels et l'épuisement de tous les recours, outils de résolution pacifique spécifiés par la Charte des Nations Unies, convenus par l'Accord de Genève.

Au cours des derniers mois, le Commandement Sud des États-Unis (US SOUTHCOM) a annoncé des projets d'opérations plus importantes en coopération avec les gouvernements de droite de la région soumis aux États-Unis, comme l'Équateur et l'Argentine. Cela met en péril la Zone de paix pour l'Amérique latine et les Caraïbes convenue par les chefs d'État de la Communauté latino-américaine et caribéenne (CELAC) à Cuba en janvier 2014.

Cette année, la région célèbre le 10e anniversaire de cette initiative qui vise à éradiquer la menace du recours à la violence dans la résolution des conflits régionaux.

Orinoco Tribune 08 mai 2024

Gustavo Petro demande un mandat d'arrêt international contre Netanyahu pour génocide

Le président colombien Gustavo Petro a indiqué que la Cour pénale internationale doit émettre un mandat d'arrêt contre le Premier ministre israélien Benjamin Netanyahu pour mettre fin à l'agression israélienne contre la bande de Gaza. «*Netanyahu n'arrêtera pas le génocide. Ce qui implique un mandat d'arrêt international de la part du tribunal pénal*», a écrit le président sur le réseau social X.

Petro a également mentionné que le Conseil de sécurité des Nations Unies « *doit envisager la création d'une force de paix sur le territoire de Gaza* ». Le président colombien a écrit le message accompagné du lien vers un reportage selon lequel Netanyahu insistait sur une incursion dans la ville de Rafah, au sud de la bande de Gaza, même sans le soutien des États-Unis.

De son côté, Washington a annoncé la suspension partielle de ses expéditions d'armes vers Israël en réponse à l'opération militaire de l'État hébreu à Rafah. Ce fait est significatif, au milieu d'un mouvement croissant de rejet des actions du régime de Tel Aviv.

Dans la nuit du 6 mai, l'armée israélienne est entrée avec des chars dans le passage de Rafah, qui relie Gaza à l'Égypte, et en a pris le contrôle dans le cadre d'une opération qu'Israël considère comme sélective. Pendant ce temps, les États-Unis ont arrêté une livraison de munitions vers Israël, craignant qu'ils ne les utilisent dans cette ville palestinienne densément peuplée.

Aporrea 11 mai 2024



Le président colombien Gustavo Petro

Classified Directory

Tel: 718-421-0162
editor@haitiliberte.com

Post CLASSIFIED ADS online for FREE at Haitiliberte.com

ATTORNEY

INJURED IN AN ACCIDENT? Don't Accept the insurance company's first offer. Many injured parties are entitled to major cash settlements. Get a free evaluation to see what your case is really worth. 100% Free Evaluation. Call Now: 1-888-454-4717. Be ready with your zip code to connect with the closest provider

AUCTIONS

INVESTMENT OPPORTUNITY

ONLINE AUCTION: 5/1-5/31 Bar & Grill with Brewery Equipment. 126 N. 3rd Street, Douglas, Wyoming. 10,900 SF Retail, TURN-KEY OPERATION! Sale Info: 800-536-1401, x.401 AuctionsInternational.com Promo code: WESTBID24

HEALTH

FreedomCare. Let your loved ones care for you and get paid! Paid by Medicaid. Choose family or friends as your paid caregiver. Check your eligibility today! Call FreedomCare now! 1-855-385-7556

HEALTH

ATTENTION OXYGEN THERAPY USERS! Discover Oxygen Therapy That Moves with You with Inogen Portable Oxygen Concentrators. FREE information kit. Call 1-855-399-2719

HEALTH

Attention: VIAGRA and CIALIS USERS! A cheaper alternative to high drugstore prices! 50 Pill Special - Only $99! 100% guaranteed. CALL NOW: 1-855-399-2582

HEALTH

HEARING AIDS!! High-quality rechargeable, powerful Audien hearing aids priced 90% less than competitors. Tiny and NEARLY INVISIBLE! 45-day money back guarantee! 855-819-7060

HELP WANTED

Haïti Liberté is looking to hire a Wordpress specialist (or someone willing to be trained) with a working knowledge of French, Kreyòl, and English and a sense of design to help with the regular update and maintenance of its website. Send résumés to: editor@haitiliberte.com; or call 718-421-0162

HELP WANTED

Driver with a vehicle needed for Wednesday newspaper deliveries. Routes available in New York & Miami. Call 718-421-0162.

HOME IMPROVEMENT

Do you need a Roof or Energy Efficient Windows & Help paying for it? YOU MAY QUALIFY THROUGH NEW RELIEF PROGRAMS (800) 944-9393 or visit NYProgramFunding.org to qualify. Approved applications will have the work completed by a repair crew provided by: HOMEOWNER FUNDING. Not affiliated with State or Gov Programs.

HOME IMPROVEMENT

BEAUTIFUL BATH UPDATES in as little as ONE DAY! Superior quality bath and shower systems at AFFORDABLE PRICES! Lifetime warranty & professional installs. Call Now! 1-855-399-2076

Déclaration finale de la rencontre internationale « Quel avenir pour la Palestine »

L'opération du 7 octobre et les combats qui ont suivi ont montré que la Résistance palestinienne a renforcé sa capacité militaire et atteint une large unité politique. Tous les groupes armés coopèrent désormais à partir d'une base commune de résistance. La résistance lutte contre le régime sioniste, armée et financée par les États-Unis et d'autres pays occidentaux.

En infériorité numérique et en armes, la Résistance palestinienne a infligé de lourdes pertes à l'ennemi. Les sionistes ont été contraints de poursuivre leurs opérations à Gaza pendant plus de six mois sans atteindre leurs objectifs initiaux ou intermédiaires. Le régime sioniste a laissé derrière lui plus de 40 000 morts ou disparus, dont 14 000 enfants et plus de 80 000 blessés graves. L'infrastructure civile de Gaza a été systématiquement attaquée et détruite.

Aujourd'hui, la Résistance reste sur le champ de bataille tandis que les sionistes battent en retraite. Cela n'a pas été une victoire pour les sionistes, mais plutôt une énorme défaite politique, économique et sociale. La véritable nature du sionisme a été révélée au monde entier. Le sionisme ne peut être maintenu qu'au moyen de massacres, de crimes de guerre et de crimes contre l'humanité, de nettoyage ethnique et de génocide. Aujourd'hui, aux yeux de nombreuses personnes dans le monde, les sionistes sont non seulement considérés comme des colonisateurs, mais leurs crimes et leurs actions semblent similaires à ceux des nazis.



Organisateurs du Forum de Rome : « Quel avenir pour la Palestine »

Les États-Unis entrent en guerre sur trois fronts

Dans le cadre impérialiste, les États-Unis et leurs vassaux ont décidé d'entrer en guerre sur trois fronts. Le premier front se situe en Ukraine, où les États-Unis, l'OTAN et leurs mandataires affrontent la Russie. Le deuxième front se situe en Asie occidentale, où le régime sioniste, avec le soutien des impérialistes occidentaux, combat l'axe de la résistance. Le troisième front se situe en Asie de l'Est, où les États-Unis et leurs alliés régionaux cherchent à affronter la Chine via Taiwan et la mer de Chine méridionale et la RPDC [Corée du Nord] via la Corée du Sud.

Sous l'administration Biden, les États-Unis ont intensifié les conflits dans le monde, détruisant les solutions pacifiques telles que l'accord d'Istanbul pour l'Ukraine et la relance du Plan d'action global commun (JCPOA) pour l'Iran, et augmentant les sanctions contre Cuba et le Venezuela. , le Nicaragua, la Russie, l'Iran et bien d'autres pays. Il est très clair que le même bloc d'États occidentaux est à l'origine des trois conflits, la seule différence étant la sélection de leurs représentants locaux.

L'escalade actuelle en Asie occidentale s'inscrit dans la lignée des guerres menées par les États-Unis contre tous les États indépendants de la région depuis les années 1990, lorsque George H.W. Bush [le président américain cette année] a déclaré le plan américain pour un nouveau Moyen-Orient. En pratique, cela signifiait la destruction de tout État qui n'obéirait pas à l'ordre mondial unipolaire sous hégémonie américaine.

Un à un, les États-Unis ont attaqué et détruit l'Afghanistan, l'Irak, la Libye, la Syrie, le Yémen et ont organisé le coup d'État en Égypte. Ils ont détruit des États et tué des millions de personnes, mais ils n'ont pas réussi à détruire la résistance. C'est l'échec de leur politique au Moyen-Orient.

L'Occident cible désormais la République islamique d'Iran. Les récentes escalades et l'assassinat de près de 18 officiers et responsables iraniens depuis le début de l'année ont conduit à une réponse militaire massive de l'Iran qui a choqué le régime sioniste. Même si la flambée s'est calmée à ce stade, les provocations et les escalades continueront alors que l'Occident, à travers son projet sioniste, cherche à détruire l'Iran.

Il y a deux points critiques dont nous devons tenir compte :

La guerre est la seule méthode permettant aux États-Unis de maintenir leur hégémonie et de perpétuer le monde unipolaire. Les États-Unis sont parfaitement conscients qu'ils ne peuvent pas continuer à être la première puissance économique, technologique et culturelle. Par conséquent, pour continuer à contrôler le monde, les États-Unis n'ont d'autre choix que de recourir à la violence. Les États-Unis cherchent à détruire les pôles émergents du système multipolaire international en ouvrant de multiples fronts de guerre.

Les États-Unis et leurs représentants n'hésiteront pas à commettre des crimes odieux, y compris un génocide, pour maintenir leur pouvoir. Du génocide de Gaza au massacre de civils en Russie, l'Occident ne reculera devant rien pour s'assurer qu'il continue à refaire violemment le monde à son image. L'Occident constitue donc la véritable menace pour l'humanité et la civilisation humaine. Seule la défaite mettra fin à leurs crimes barbares.

Ces deux points guident les plans actuels du régime sioniste en Palestine. Lorsque le plan sioniste visant à expulser les habitants de Gaza a échoué, Netanyahu a annoncé un nouveau plan pour Gaza. Ce nouveau plan oblige les Palestiniens à vivre sous des tentes, au sein d'une enclave fermée et soumise à des bombardements constants avec un accès limité à la nourriture, à l'eau, à l'électricité, aux soins de santé et à l'éducation.

Avant le 7 octobre, les sionistes calculaient même scientifiquement l'apport calorique de chaque Palestinien pour contrôler la quantité de nourriture et « mettre Gaza au régime ». Les conditions de vie continuent de se détériorer et le peuple palestinien est lentement poussé vers une mort massive.

En Cisjordanie, les Palestiniens sont victimes de raids, d'assassinats et de pogroms perpétrés par des colons qui assassinent en toute impunité. C'est dans cette horrible situation que les conditions qui ont conduit à l'opération Al-Aqsa Flood le 7 octobre ont été créées. Les Palestiniens ont le choix entre vivre dans des bantoustans de plus en plus restreints ou combattre leur résistance par tous les moyens nécessaires.

Nous devons approfondir la lutte contre les États-Unis, l'Union européenne, l'OTAN, le régime sioniste et leurs représentants. Nous devons continuer à éduquer les gens et, pour ceux qui vivent dans les pays de l'UE et de l'OTAN, nous devons persuader les citoyens que quitter l'UE et l'OTAN conduira à un monde plus juste et plus pacifique. Nous devons nous battre pour fermer les bases américaines dans nos pays.

Nous devons accroître nos activités et actions anti-impérialistes et anti-guerre. La Palestine sera libre lorsque l'impérialisme occidental et le sionisme seront vaincus. Notre contribution à la résistance palestinienne réside dans notre lutte continue, tant au pays qu'à l'étranger, pour vaincre l'impérialisme et le sionisme des États-Unis, de l'Union européenne et de l'OTAN.

Arrêtez la Troisième Guerre mondiale – Initiative de paix internationale.

Workers World 10 mai 2024


AROMARK
SHIPPING
YON KONEKSYON DIREK POU AYITI
973-690-5363
Shipping full container loads to Port-au-Prince & Cap Haïtien, and cars, trucks, buses, and construction equipment to Port-au-Prince. Receiving vehicles Mon thru Fri from 9 AM till 4 PM, Red Hook Terminal, 70 Hamilton Ave. Brooklyn, NY 11231 IN SEABOARD TRAILER OFFICE.
YON KONEKSYON DIREK POU HAITI
WEEKLY SAILING FROM NY & NJ PORTS
FASTEST TRANSIT TIME IN THE INDUSTRY
12 DAYS TO HAITI
Call us today at 917.299.3640 or 917.416.4625
Serving the Haitian community since 1995.
Nou pi rapid, nou garanti!
Email: solutions@vmtrucking.com
www.HaitiShipping.com


WE THE PEOPLE
RESIST
U.S. REPRESSION & INTERVENTION!
SATURDAY
MAY 18TH, 2024
@2:30PM-4:30PM
JOIN US AS WE DISCUSS RESISTANCE IN PUERTO RICO, CUBA, HAITI, & PALESTINE TO U.S. REPRESSION & INTERVENTION.
THE PEOPLE'S FORUM
320 W37TH ST.
(Btw. 8th-9th Avenue)
Cinema Room Lower Level
PANEL:
César Omar Sánchez, co-chair of The National Network On Cuba
Terrence Freeman, Diaspora Pa'lante Collective
Berthony Dupont, Haiti Liberte Newspaper
Tamar Helmi, Palestinian Youth Movement
The ProLibertad Freedom Campaign
ProLibertadFC@gmail.com